

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3281

24 décembre 2013

SOMMAIRE

Adara Venture Partners S.à r.l.	157442	Colfer S.A.	157448
Aduchjata S.à r.l.	157443	Construction Investments S.à r.l.	157447
Aircraft Solutions Lux X S.à r.l.	157442	Core Investments S.à r.l.	157473
AJM Technologies S.A.	157443	Crees Investments S.à r.l.	157471
Alexander Illsen Trust S.C.A.	157443	Easy Finance Investment S.A.	157450
Alfi S.A.	157442	EAV Lux S.à r.l.	157450
AlgoQuest System S.A.	157444	EBR Investors S.A.	157450
Allfina S.A.	157444	EBT Bohrtechnik S.à r.l.	157451
Alliancebernstein Allocations	157444	Electrovox S.à r.l.	157451
ALM Global S.à r.l.	157444	Eliade Invest S.A.	157451
Altice VII S.à r.l.	157444	e-shelter Zurich 1 S.à r.l.	157466
Alya Finance S.à r.l.	157445	European Angels Fund S.C.A. SICAR ...	157452
AMP Capital Investors (Property Invest- ments) Luxembourg S.à r.l.	157443	European Investment Group	157488
Anémones Property S.A.	157442	Filmmod International S.A.	157450
Angels Capital (Europe) S.à r.l.	157445	Fliesenlegerfachbetrieb Leinen S.à r.l. ..	157488
Aquazoopêche S.à r.l.	157445	Frozen Holding S.A.	157451
ArcelorMittal Centre Logistique Européen	157442	I.C.R.C.	157451
Archimédial S.A.	157443	Lanai S.A.	157446
ARELA Spf S.A.	157445	Linator S.à r.l.	157480
Atisha Holding S.à r.l.	157474	Manelux S.A.	157485
B.E.L.L.G.	157447	Petroleum Services Management S.A. ..	157447
Cargo SPF	157449	Phoenix Holdco I S.à r.l.	157447
Carring Finance S.A.	157449	Ploutos S.A.	157447
CEFA Invest	157449	Purple Pictures S.à r.l.	157446
CEFA Invest	157449	RSi Consulting S.A.	157446
Chapes Rinnen S.A.	157448	Sabores S.à r.l.	157449
CHP Participations S.à r.l.	157448	SGBT Capital Markets SA	157445
Cliffs International Lux IV	157448	Simile Venture Partners SPF SCA	157446
CODESCA S.A., société de gestion de pa- trimoine familial	157448	Sunny Hills S.à r.l.	157469

Adara Venture Partners S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 108.805.

Dépôt rectificatif

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 en remplacement de la version précédente déposée avec le numéro L130051252 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 décembre 2013.

Référence de publication: 2013167999/12.

(130205378) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 décembre 2013.

Aircraft Solutions Lux X S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 50.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5C, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 159.712.

Les comptes annuels de Aircraft Solutions Lux X S.à r.l. B159712 au Décembre 31, 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Aircraft Solutions Lux X S.à r.l.

Référence de publication: 2013168000/11.

(130204633) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 décembre 2013.

Alfi S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 120, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 80.305.

Les comptes annuels du 01.01.2012 au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 décembre 2013.

*

Référence de publication: 2013168028/11.

(130204945) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 décembre 2013.

Anémones Property S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 127.175.

Les comptes annuels au 30.11.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 novembre 2013.

ANEMONES PROPERTY SA

Référence de publication: 2013168010/11.

(130205042) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 décembre 2013.

ArcelorMittal Centre Logistique Européen, Société Anonyme.

Siège social: L-4562 Differdange, Zone Industrielle Hahneboesch.
R.C.S. Luxembourg B 9.077.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013168012/9.

(130204916) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 décembre 2013.

Archimédial S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8399 Windhof (Koerich), 4, rue d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 76.833.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MAHAUX Claude

Administrateur

Référence de publication: 2013168013/11.

(130205568) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 décembre 2013.

Aduchjata S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 66, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 161.957.

Les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013168019/10.

(130205570) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 décembre 2013.

AJM Technologies S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 22, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 88.784.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013168024/9.

(130204723) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 décembre 2013.

Alexander Illsen Trust S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2670 Luxembourg, 59, boulevard de Verdun.

R.C.S. Luxembourg B 90.179.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013168025/10.

(130204727) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 décembre 2013.

AMP Capital Investors (Property Investments) Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 13.750,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 127.408.

EXTRAIT

En date du 29 novembre 2013, l'associé unique a pris les résolutions suivantes:

- La démission de M. Richard Shields en tant que gérant de la Société, est acceptée avec effet immédiat; et
- M. Wim Rits, avec adresse professionnelle au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, est élu nouveau gérant de la Société avec effet immédiat et ce, pour une durée indéterminée.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2013168037/14.

(130205026) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 décembre 2013.

AlgoQuest System S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 117, avenue Gaston Diderich.
R.C.S. Luxembourg B 154.716.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 24 janvier 2013.

Pour copie conforme

Référence de publication: 2013168003/11.

(130204805) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 décembre 2013.

Allfina S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8362 Grass, 4, rue de Kleinbettingen.
R.C.S. Luxembourg B 145.996.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Administrateur

Référence de publication: 2013168029/12.

(130204852) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 décembre 2013.

Alliancebernstein Allocations, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 149.953.

Les comptes annuels au 31 mai 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013168031/11.

(130204660) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 décembre 2013.

ALM Global S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 161.137.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013168033/10.

(130205544) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 décembre 2013.

Altice VII S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 3, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 143.725.

Les comptes consolidés au 30 septembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013168035/10.

(130205104) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 décembre 2013.

Alya Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 107.689.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013168036/10.

(130205265) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 décembre 2013.

Angels Capital (Europe) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 122.269.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg.

Référence de publication: 2013168039/10.

(130205171) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 décembre 2013.

Aquazoopêche S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7712 Colmar-Berg, 18, rue de Bissen.

R.C.S. Luxembourg B 38.011.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013168042/10.

(130205239) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 décembre 2013.

ARELA Spf S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 16.330.

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013168046/9.

(130205254) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 décembre 2013.

SGBT Capital Markets SA, Société Anonyme.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 127.618.

Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires de la Société du 12 novembre 2013

Cinquième résolution

5. Approbation du renouvellement du mandat du Réviseur d'Entreprises.

L'Assemblée Générale décide de renouveler le mandat de Deloitte Audit S.à.r.l. aux fonctions de Réviseur d'Entreprises de la Société pour l'exercice se terminant au 30 septembre 2014. Son mandat viendra à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale approuvant les comptes arrêtés au 30 septembre 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SGBT Capital MARKETS S.A.

Référence de publication: 2013168552/15.

(130205396) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 décembre 2013.

Purple Pictures S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1651 Luxembourg, 11, avenue Guillaume.

R.C.S. Luxembourg B 169.336.

Les comptes annuels au 31-12-2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la gérance

Signature

Référence de publication: 2013167720/11.

(130203594) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

Lanai S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 129.994.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale ordinaire du 25 novembre 2013:

Après en avoir délibéré, l'Assemblée Générale renomme:

- Monsieur Robert RECKINGER, avec adresse professionnelle au 40, Boulevard Joseph II, L-1840, aux fonctions d'administrateur;
- Maître Pit RECKINGER, demeurant à 5, rue d'Orange, L-2267 Luxembourg, aux fonctions d'administrateur;
- Monsieur Jacques RECKINGER, avec adresse professionnelle au 40, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, aux fonctions d'administrateur.

Leurs mandats respectifs prendront fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2018.

L'Assemblée Générale renomme comme commissaire aux comptes:

- FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG, société anonyme, 38, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg.

Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2018.

COMPAGNIE FINANCIERE DE GESTION LUXEMBOURG S.A.

Boulevard Joseph II

L-1840 Luxembourg

Référence de publication: 2013167566/22.

(130204448) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

RSi Consulting S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9980 Wilwerdange, 51, Hauptstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 147.059.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013167774/10.

(130203819) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

Simile Venture Partners SPF SCA, Société en Commandite par Actions - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2613 Luxembourg, 7, Place du Théâtre.

R.C.S. Luxembourg B 169.427.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013167781/11.

(130203832) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

Phoenix Holdco I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 35, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 152.589.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013167732/10.

(130203898) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

Petroleum Services Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8311 Capellen, 111, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 106.717.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire ARBO SA

Signature

Référence de publication: 2013167730/11.

(130204490) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

Ploutos S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy.

R.C.S. Luxembourg B 30.310.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Référence de publication: 2013167734/10.

(130204118) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2013.

B.E.L.L.G., Société Anonyme.

Siège social: L-9544 Wiltz, 34, rue Hannelast.

R.C.S. Luxembourg B 122.858.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire ARBO S.A.

Signature

Référence de publication: 2013168053/11.

(130204778) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 décembre 2013.

Construction Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 40.385.499,90.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 87.926.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 novembre 2013.

Stijn Curfs

Mandataire

Référence de publication: 2013168132/12.

(130205059) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 décembre 2013.

Colfer S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 135.178.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 12 novembre 2013.

Les mandats des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes sont venus à échéance.

Monsieur Dominique MOINIL, Monsieur Jean-Marie LEGENDRE et la société S.G.A. SERVICES S.A. sont réélus Administrateurs pour une nouvelle période de 6 ans. Monsieur Eric HERREMANS, est réélu Commissaire aux Comptes pour une nouvelle période de 6 ans

Pour la société

COLFER S.A.

Référence de publication: 2013168124/14.

(130204867) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 décembre 2013.

Cliffs International Lux IV, Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 32.601.950,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 123.195.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 22 novembre 2013.

Référence de publication: 2013168119/10.

(130204628) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 décembre 2013.

CODESCA S.A., société de gestion de patrimoine familial, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 11.545.

Le bilan au 31/12/2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 décembre 2013.

Référence de publication: 2013168122/11.

(130204712) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 décembre 2013.

CHP Participations S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1643 Luxembourg, 4, rue de la Grève.
R.C.S. Luxembourg B 146.994.

Les comptes annuels au 30 juin 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013168116/9.

(130204959) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 décembre 2013.

Chapes Rinnen S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9706 Clervaux, 2, route de Bastogne.
R.C.S. Luxembourg B 94.546.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013168115/10.

(130204658) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 décembre 2013.

CEFA Invest, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 7.900.000,00.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.
R.C.S. Luxembourg B 163.798.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2013168110/9.
(130204914) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 décembre 2013.

CEFA Invest, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 7.900.000,00.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.
R.C.S. Luxembourg B 163.798.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2013168111/9.
(130204928) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 décembre 2013.

Cargo SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-8308 Capellen, 75, Parc d'Activités.
R.C.S. Luxembourg B 130.057.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2013168106/9.
(130205014) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 décembre 2013.

Carring Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 107.787.

Le bilan au 31/12/2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 2 décembre 2013.
Référence de publication: 2013168107/10.
(130204906) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 décembre 2013.

Sabores S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3850 Dudelange, 26, avenue de la Libération.
R.C.S. Luxembourg B 169.062.

EXTRAIT

Il découle d'un acte de cession de parts sous seing privée en date du 01/11/2013:

Le capital de la société "SABORES SARL", se trouve dorénavant réparti comme suit:

- Madame LOURENÇO CARRICA Caria Sofia, femme de charge, né le 13/11/1982 à Tomar (Portugal), demeurant à L-3873 SHIFFLANGE, 9, Rue du Pont.	50 parts
- Monsieur ROSA SANTOS Sérgio Manuel, plâtrier, né le 10/01/1987 à Coimbra (Portugal), demeurant à L-3514 DUDELANGE, 139, Rue de Kayl.	50 parts
Total des parts:	100 parts

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Schiffange, le 01/11/2013.

Signature.

Référence de publication: 2013168531/17.

(130205414) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 décembre 2013.

Easy Finance Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 151.552.

—
Dépôt rectificatif du dépôt B L130137834 déposé le 06/08/2013

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

EASY FINANCE INVESTMENT S.A.

Référence de publication: 2013168179/11.

(130205093) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 décembre 2013.

EAV Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.016.269,94.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 162.767.

—
EXTRAIT

En date du 13 novembre 2013, l'associé unique a pris les résolutions suivantes:

- La démission de Monsieur Rodney Canon, en tant que gérant A, est acceptée avec effet immédiat.
- Monsieur Guy Westmacott, avec adresse professionnelle au Mamoura buildings, Near Muroor (4th) Road & Mohammed Bin Khalifa (15th) Street, Abu Dhabi, Émirats Arabes Unis, est élu nouveau gérant A de la société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 29 novembre 2013.

Référence de publication: 2013168180/16.

(130204948) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 décembre 2013.

EBR Investors S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 35A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 169.098.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013168181/9.

(130204908) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 décembre 2013.

Filmod International S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.
R.C.S. Luxembourg B 63.875.

—
Par décisions de l'Assemblée Générale et du Conseil d'Administration en date du 25 novembre 2013 ont été nommés, jusqu'à l'Assemblée Générale statuant sur les comptes annuels clôturant au 30 juin 2016:

- Luc BRAUN, 16, Allée Marconi, L-2120 Luxembourg, Administrateur et Président;
- Jean-Marie POOS, 16, Allée Marconi, L-2120 Luxembourg, Administrateur et Administrateur-Délégué;
- FIDESCO S.A., 16, Allée Marconi, L-2120 Luxembourg, RCS Luxembourg B 68 578, Administrateur.

Conformément à l'article 51bis de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, l'assemblée nomme Madame Evelyne GUILLAUME, diplômée ès sciences économiques, née à Luxembourg, le 7 octobre 1963, demeurant professionnellement à L-2120 Luxembourg, 16, Allée Marconi, comme représentante permanente de FIDESCO S.A.;

- EURAUDIT Sàrl, 16, Allée Marconi, L-2120 Luxembourg, Commissaire.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2013168216/18.

(130204978) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 décembre 2013.

EBT Bohrtechnik S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6871 Wecker, 2, Op Huefdréisch.

R.C.S. Luxembourg B 169.003.

Les comptes annuels au 31. Dezember 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013168182/9.

(130205325) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 décembre 2013.

I.C.R.C., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1650 Luxembourg, 6, avenue Guillaume.

R.C.S. Luxembourg B 140.399.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013168183/10.

(130204842) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 décembre 2013.

Electrovox S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9768 Reuler, 19A, Reuler.

R.C.S. Luxembourg B 137.432.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Reuler, le 02/12/2013.

Référence de publication: 2013168184/10.

(130204769) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 décembre 2013.

Eliade Invest S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 78.641.

En date du 25 novembre 2013, la société Fiduciaire CGS SARL, dénonce la convention de domiciliation de la société ELIADE INVEST S.A., 4, rue du Fossé, L-4123 Esch-sur-Alzette, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés du Grand-Duché de Luxembourg sous le numéro B-78.641.

Esch-sur-Alzette, le 25 novembre 2013.

Fiduciaire CGS SARL

Signature

Référence de publication: 2013168185/12.

(130205292) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 décembre 2013.

Frozen Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 136.588.

Par décision de l'assemblée générale extraordinaire du 22 novembre 2013, le mandat d'administrateur de Monsieur Olaf KORDES a été renouvelé pour une durée de quatre ans, prenant fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de l'an 2017.

Luxembourg, le 03 décembre 2013.

Pour: FROZEN HOLDING S.A.

Société anonyme

Référence de publication: 2013168209/13.

(130205332) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 décembre 2013.

European Angels Fund S.C.A. SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, rue Heienhaff.
R.C.S. Luxembourg B 182.073.

—
STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-sixth day of November.

Before us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

1. European Angels Fund GP S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 5, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg, in the course of registration with the Luxembourg trade and companies register (the General Partner);

here represented by Mr Benoit Dardenne, lawyer, professionally residing in 33, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney, given by private seal; and

2. European Investment Fund, an international financial institution having its seat at 15, avenue J.F. Kennedy, L-2968 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

here represented by Mr Benoit Dardenne, lawyer, professionally residing in 33, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney, given by private seal.

Said power of attorneys, after having been initialled ne varietur by the proxyholder of the appearing parties and by the undersigned notary, shall remain attached to the present deed, and be submitted with this deed to the registration authorities.

Such appearing parties, in the capacity in which they act, have requested the notary to record as follows the articles of association of a société d'investissement en capital à risque incorporated as a corporate partnership limited by shares (société en commandite par actions) which they form between themselves.

1. Art. 1. Form and Name.

1.1 There exists an investment company in risk capital (société d'investissement en capital à risque) incorporated as a corporate partnership limited by shares (société en commandite par actions) under the name of "European Angels Fund S.C.A. SICAR" (the Company).

1.2 The Company shall be governed by Luxembourg act of 15 June 2004 relating to the investment company in risk capital, as may be amended from time to time (the 2004 Act), the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the Companies Act) (provided that in case of conflicts between the Companies Act and the 2004 Act, the 2004 Act shall prevail) as well as by these articles of incorporation (the Articles).

2. Art. 2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company is established in Senningerberg. It may be transferred within the boundaries of the municipality of Niederanven (or elsewhere in the Grand Duchy of Luxembourg if and to the extent permitted under the Companies Act) by a resolution of the General Partner (as defined in article 15 below).

2.2 The General Partner shall further have the right to set up branches, offices, administrative centres and agencies wherever it shall deem fit, either within or outside of the Grand Duchy of Luxembourg.

2.3 Where the General Partner determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a corporate partnership limited by shares incorporated in the Grand Duchy of Luxembourg.

3. Art. 3. Duration.

3.1 The Company is formed for an unlimited duration, provided that the Company will however be automatically put into liquidation upon the termination of a Compartment (as defined in article 5.4) if no further Compartment is active at that time.

3.2 The Company may be dissolved by a Supermajority Resolution (as defined in article 21), without the consent of the General Partner, but with the approval of the holder of the CI Shares (as defined in article 5.5(b)).

4. Art. 4. Corporate objects.

4.1 The purpose of the Company is the investment of the funds available to it in risk capital within the widest meaning permitted under the 2004 Act and CSSF circular 06/241 (as such circular may be amended or replaced from time to time). The Company may also invest the funds available to it in other assets permitted by law and consistent with its purpose.

4.2 The Company may take any measures and carry out any transaction, which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose and may, in particular and without limitation:

(a) make investments whether directly or through direct or indirect participations in subsidiaries of the Company or other intermediary vehicles;

(b) borrow money in any form or obtain any form of credit facility and raise funds through, including, but not limited to, the issue of equity, bonds, notes, promissory notes, and other debt or equity instruments;

(c) advance, lend or deposit money or give credit to companies and undertakings;

(d) enter into any guarantee, pledge or any other form of security, whether by personal covenant or by mortgage or charge upon all or part of the assets (present or future) of the Company or by all or any of such methods, for the performance of any contract or obligation of the Company, or any director, manager or other agent of the Company, or any company in which the Company or its parent company has a direct or indirect interest, or any company being a direct or indirect shareholder of the Company or any company belonging to the same group as the Company;

to the fullest extent permitted under the 2004 Act and as provided for in the confidential private placement memorandum of the Company drawn up in accordance with article 3(3) of the 2004 Act (the Memorandum).

5. Art. 5. Share capital.

5.1 The share capital of the Company shall be represented by fully paid up shares of no par value and shall at any time be equal to the value of the net assets of the Company pursuant to article 12.

5.2 The capital must reach one million euro (EUR 1,000,000) within twelve months of the date on which the Company has been registered as an investment company in risk capital (société d'investissement en capital à risque, SICAR) under the 2004 Act on the official list of Luxembourg SICARs, and thereafter may not be less than this amount.

5.3 The initial capital of the Company is fixed at thirty one thousand euro (EUR 31,000.-) represented by thirty thousand nine hundred and ninety-eight (30,998) Ordinary Shares with no par value and two (2) GP Shares (as defined in article 5.5 below).

5.4 The Company has an umbrella structure and the General Partner will set up separate portfolios of assets that represent compartments as defined in article 3(2) of the 2004 Act (the Compartments, each a Compartment), and that are formed for one or more Classes (as defined under article 5.5). Each Compartment will be invested in accordance with the investment objective and policy applicable to that Compartment. With regard to third parties, in particular towards the Company's creditors, each Compartment shall be exclusively responsible for all liabilities attributable to it. The investment objective, policy and other specific features of each Compartment are set forth in the Memorandum. Each Compartment may have its own funding, investment policy, capital gains, expenses and losses, distribution policy or other specific features.

5.5 Within a Compartment, the General Partner may, at any time, decide to issue one or more classes of shares (the Classes, each class of shares being a Class) with such rights and such features as described in the Memorandum, provided that:

(a) at all times, the General Partner shall hold at least one share that is reserved to the General Partner, in its capacity as sole unlimited shareholder (actionnaire gérant commandité) of the Company and that a maximum of one share that is reserved to the General Partner shall be issued by the Company in each Compartment (each a GP Share);

(b) the Company may issue in each Compartment one or more CI Shares which are reserved for subscription by the European Investment Fund (the EIF) and have the features and rights specified in the Memorandum (and these Articles).

5.6 A separate net asset value per share, which may differ as a consequence of these variable factors, will be calculated for each Class in the manner described in article 12.

5.7 The General Partner may create additional Classes whose features may differ from the existing Classes and additional Compartments whose investment objectives may differ from those of the Compartments then existing. Upon creation of new Compartments or Classes, the Memorandum will be updated, if necessary.

5.8 The Company is one single legal entity. However, in accordance with article 3(5) of the 2004 Act, the rights of the shareholders and creditors relating to a Compartment or arising from the setting-up, operation and liquidation of a Compartment are limited to the assets of that Compartment. The assets of a Compartment are exclusively dedicated to the satisfaction of the rights of the shareholders relating to that Compartment and the rights of those creditors whose claims have arisen in connection with the setting-up, operation and liquidation of that Compartment, and there shall be no cross liability between Compartments, in derogation of article 2093 of the Luxembourg Civil Code.

5.9 The General Partner may create each Compartment for an unlimited or limited period of time; in the latter case, the General Partner may, at the expiration of the initial period of time, extend the duration of that Compartment one or more times, subject to the relevant provisions of the Memorandum. At the expiration of the duration of a Compartment, the Company shall redeem all the shares of that Compartment, in accordance with article 8. At each extension of the duration of a Compartment, the registered shareholders will be duly notified in writing by a notice sent to their address as recorded in the Company's register of shareholders. The Memorandum shall indicate whether a Compartment is incorporated for an unlimited period of time or, alternatively, its duration and, if applicable, any extension of its duration and the terms and conditions for such extension.

5.10 For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each Class will, if not already denominated in euro, be converted into euro. The capital of the Company equals the total of the net assets of all the Classes of all Compartments.

6. Art. 6. Form of shares.

6.1 The Company only issues shares in registered form and shares will remain in registered form. Shares are issued without par value.

6.2 All issued registered shares of the Company shall be registered in the register of shareholders which shall be kept at the registered office by the Company or by the administrative agent of the Company, where it will be available for inspection by any shareholder. Such register shall contain the name of each owner of registered shares, his residence or elected domicile as indicated to the Company, the number and Class of registered shares held by him, the amount paid up on each share, and the transfer of shares and the dates of such transfers. The ownership of the shares will be established by the entry in this register.

6.3 The Company shall not issue certificates for such inscription, but each shareholder shall receive a written confirmation of his shareholding.

6.4 Shareholders shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of shareholders.

6.5 In the event that a shareholder does not provide an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the register of shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or such other address as may be so entered into the register of shareholders by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. A shareholder may, at any time, change his address as entered into the register of shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

6.6 The Company will recognise only one holder per share. In case a share is held by more than one person, the Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until one person has been appointed as sole owner in relation to the Company. The same rule shall apply in the case of conflict between an usufruct holder (usufruitier) and a bare owner (nu-propriétaire) or between a pledgor and a pledgee. Moreover, in the case of joint shareholders, the Company reserves the right to pay any redemption proceeds, distributions or other payments to the first registered holder only, whom the Company may consider to be the representative of all joint holders, or to all joint shareholders together, at its absolute discretion.

6.7 The Company may decide to issue fractional shares. Such fractional shares do not carry voting rights, except where their number is such that they represent a whole share, but are entitled to participate in the net assets attributable to the relevant Class on a pro rata basis.

6.8 All shares issued by the Company may be redeemed by the Company at the request of the shareholders or at the initiative of the Company in accordance with, and subject to, article 8 of these Articles and the provisions of the Memorandum.

6.9 Subject to the provisions of article 10, the transfer of shares may be effected by a written declaration of transfer entered in the register of the shareholder(s) of the Company, such declaration of transfer to be executed by the transferor and the transferee or by persons holding suitable powers of attorney or in accordance with the provisions applying to the transfer of claims provided for in article 1690 of the Luxembourg civil code. The Company may also accept as evidence of transfer other instruments of transfer evidencing the consent of the transferor and the transferee satisfactory to the Company.

6.10 Payments of distributions, if any, will be made to shareholders, in respect of registered shares at their addresses indicated in the register of shareholders in the manner prescribed by the General Partner from time to time in accordance with the Memorandum.

6.11 With the exception of the GP Share(s), fractional shares may be issued to the nearest 1,000th of a share, and such fractional shares will not be entitled to vote (except where their number is so that they represent a whole share, in which case they confer a voting right) but will be entitled to a participation in the net results and in the proceeds of liquidation attributable to the relevant Class on a pro rata basis.

7. Art. 7. Issue of shares.

7.1 The General Partner is authorised, without limitation, to issue an unlimited number of shares at any time without reserving a preferential right to subscribe for the shares to be issued for the existing shareholders.

7.2 With the exclusion of the GP Share(s), shares are exclusively reserved for subscription by well-informed investors within the meaning of article 2 of the 2004 Act (Well-Informed Investors).

7.3 The General Partner may impose conditions on the issue of share, any such condition to which the issue of shares may be submitted will be detailed in the Memorandum provided that the General Partner may, without limitation:

(a) decide to set minimum commitments and minimum subscription amounts for a particular Compartment;

(b) impose restrictions on the frequency at which shares are issued (and, in particular, decide that shares will only be issued during one or more offering periods or at such other intervals as provided for in the Memorandum);

(c) impose conditions on the issue of shares (including without limitation the execution of such subscription documents and the provision of such information as the General Partner may determine to be appropriate);

(d) reserve shares of a Compartment or Class exclusively to persons or entities that have entered into, or have executed, a subscription agreement under which the subscriber undertakes inter alia to subscribe for shares, during a specific period, up to a certain amount and makes certain representations and warranties to the Company. As far as permitted under Luxembourg law, any such subscription agreement may contain specific provisions not contained in the other subscription agreements;

(e) determine any default provisions applicable to non or late payment for shares or restrictions on ownership of the shares;

(f) in respect of any one given Compartment or Class, levy a subscription fee and/or waive partly or entirely this subscription fee;

(g) decide that payments for subscriptions of shares shall be made in whole or in part on one or more dealing dates, closings or draw down dates at which such date(s) the commitment of the investor will be called against issue of shares of the relevant Compartment;

(h) set the initial offering period or initial offering date and the initial subscription price in relation to each Compartment and the cut-off time for acceptance of the subscription agreement in relation to a particular Compartment.

7.4 Shares in Compartments will be issued at the subscription price calculated in the manner and at such frequency as determined for each Compartment (and, as the case may be, each Class) in the Memorandum.

7.5 A process determined by the General Partner and described in the Memorandum shall govern the chronology of the issue of shares in a Compartment.

7.6 The Company is authorised to issue shares (which may, as the case may be, pertain to a particular Class/Compartment) to the shareholders in lieu of the payment of distributions outstanding each time in accordance with the procedure and terms of the Memorandum.

7.7 The General Partner may accept or reject (partially or totally) any request for subscription for shares in accordance with the terms of the Memorandum and the General Partner may, at any time and from time to time and in its absolute discretion without liability and without notice, unless otherwise provided for in the Memorandum, discontinue the issue and sale of shares of any Class in any one or more Compartments.

7.8 The Company may agree to issue shares as consideration for a contribution in kind of assets, in accordance with Luxembourg law, in particular in accordance with the obligation to deliver a valuation report from an auditor (réviseur d'entreprises agréé), and provided that such assets are in accordance with the investment objectives and policies of the relevant Compartment. All costs related to the contribution in kind are borne by the shareholder acquiring shares in this manner.

Investor or shareholder's default

7.9 The failure of an investor or shareholder to make, within a specified period of time determined by the General Partner, any required contributions or certain other payments to the Company, in accordance with the terms of its application form, subscription agreement or commitment to the Company, entitles the Company and the General Partner to impose on the relevant investor or shareholder the penalties determined by the General Partner and detailed in the Memorandum which may include without limitation and subject to the provisions of the Memorandum:

- (a) the right to extend the time of payment;
- (b) the right of the Company to compulsorily redeem all or part of the shares of the defaulting shareholder in accordance with the provisions of the Memorandum;
- (c) the right to require the defaulting shareholder to pay damages to the benefit of the Company;
- (d) the right for the Company to retain all dividends paid (or to be paid) or other sums distributed (or to be distributed) with regard to the shares held by the defaulting shareholder;
- (e) the right of the Company to require the defaulting shareholder to pay interest at such rate as set out in the Memorandum on all outstanding amounts to be advanced and costs and expenses in relation to the default;
- (f) the loss of the defaulting shareholder's right to be, or to propose, members of such consultative body, investment committee or other committee set up in accordance with the provisions of the Memorandum, as the case may be;
- (g) the loss of the defaulting shareholder's right to vote with regard to any matter that must be approved by all or a specified portion of the shareholders;
- (h) the right of the Company to commence legal proceedings;
- (i) the right of the Company to reduce or terminate the defaulting shareholder's commitment;
- (j) the right of the other shareholders, or certain shareholders or third parties specified in the Memorandum, to purchase all or part of the shares of the defaulting shareholder through the exercise of a purchase option at a price determined in accordance with the provisions of the Memorandum;

unless such penalties are waived by the General Partner in its discretion.

7.10 The penalties or remedies set forth above and in the Memorandum will not be exclusive of any other remedy which the Company or the shareholders may have at law or under the subscription agreement, Memorandum or the relevant shareholder's commitment.

8. Art. 8. Redemptions of shares.

8.1 The Company is a closed-ended fund and its Compartment will be closed-ended and shares shall not be redeemable at the request of a shareholder.

8.2 The Company may redeem shares of any Compartment, on a pro rata basis among shareholders, in order to (i) make a distribution among shareholders, subject to compliance with the relevant distribution scheme (and as the case may be, subject to compliance with the relevant re-investment rights) as provided for each Compartment and in respect of each Class in the Memorandum (if any) and (ii) in the context of the distribution of Re-investment Cash (as defined in the Memorandum) to Investors in accordance with the terms of the Memorandum. The right of the Company to redeem shares of a Compartment under this article 8 may be subject to the prior approval or advice of such consultative body as set out for a particular Compartment in the Memorandum.

8.3 The Company will compulsorily redeem the shares:

- (a) held by a Restricted Person as defined in article 11, in accordance with the provisions of article 11;
- (b) in case of admission of one or more new investors in a Compartment in order to equalise previous and subsequent investors if so provided for in, and in accordance with the terms and conditions of, the Memorandum;
- (c) in case of liquidation or merger of Compartments or Classes, in accordance with the provisions of article 28;
- (d) held by a shareholder who fails to make, within a specified period of time determined by the General Partner, any required contributions or certain other payments to the Company (including the payment of any interest amount or charge due in case of default), in accordance with the terms of its subscription agreement and/or the provisions of the Memorandum;
- (e) in all other circumstances, in accordance with the terms and conditions set out in the subscription agreement, these Articles and the Memorandum.

9. Art. 9. Conversion of shares. Shareholders are not allowed to convert all, or part, of the shares of a given Class into shares of the same Class of another Compartment. Likewise, conversions from shares of one Class of a Compartment to shares of another Class of either the same or a different Compartment are prohibited.

10. Art. 10. Transfer of shares - Transfer of commitments.

10.1 Subject to article 21.8(b) and the terms of the Memorandum, the General Partner shall not Transfer all or any part of its GP Share(s) or voluntarily withdraw as the general partner of the Company. CI Shares are subject to specific restrictions on Transfer set out in the Memorandum.

10.2 The sale, assignment, transfer, exchange, pledge, encumbrance or other disposition (Transfer) of all or any part of any investor's ordinary shares or undrawn commitment (to the exclusion of the GP Share(s)) in any Compartment (the Transferring Investor) is subject to the provisions of this article.

10.3 No Transfer of all or any part of any investor's shares or undrawn commitment in any Compartment, whether direct or indirect, voluntary or involuntary:

(a) will be valid or effective without the prior consent of the General Partner which consent may be given or withheld in its sole and absolute discretion and for any reason whatsoever or without assigning any reason therefore, including (without limitation):

(i) if the General Partner considers that the effect of such Transfer will result in:

(A) a violation of any term or condition of any of the Memorandum, these Articles, any subscription agreement or other related Company documents (the Company Documents);

(B) a violation of the Securities Act or any applicable securities law of any of the States of the United States or of any law or regulation of Luxembourg, the United States (the US), the United Kingdom (the UK) or any other jurisdiction (including, without limitation, the US Securities Act, any securities laws of the individual states of the United States, or ERISA);

(C) the Company being required to register, or seek an exemption from registration, as an investment company under the United States Investment Company Act of 1940;

(D) an acceleration of the Company or any Compartment's indebtedness, a default under any loan or other agreement to which the Company for any Compartment is a party or causing any assets of the Company or any Compartment to become subject to cash collateralisation;

(ii) if the General Partner considers that any proposed transferee of the shares and/or undrawn commitment of the Transferring Investor intends to hold the shares or undrawn commitment otherwise than for itself beneficially; or

(iii) if the General Partner considers that the Transfer would violate any applicable law or any term of the Memorandum or otherwise adversely affect the Company or any Compartment,

(b) and it shall be a condition of any Transfer (whether permitted or required) that:

(i) such Transfer be approved by the General Partner;

(ii) the transferee represents in a form acceptable to the Company that such transferee is an Investor who may acquire shares in the relevant Compartment under the law applicable to him/her/it in his/her/its jurisdiction; and to whom the General Partner or authorised placement agents, if any, are allowed to promote the Company; is a Well-Informed Investors and not a Restricted Person (an Eligible Investor); and that the proposed Transfer itself does not violate any laws or regulations (including, without limitation, any securities laws) applicable to it; and

(iii) (in respect of the Transfer of undrawn commitment) the transferee enters into a subscription agreement in respect of the relevant undrawn commitment so transferred;

(iv) (unless otherwise agreed with the Company) the Transferring Investor at the same time as the Transfer of shares procures the Transfer to the transferee of all or the relevant pro-rata portion of its undrawn commitment or remaining commitment to provide funds to the Company against the issue of shares or otherwise, as the case may be;

(v) the transferee is an Eligible Investor.

Information

10.4 If a Transferring Investor finds a third party purchaser (the Transferee), it will apply to the General Partner for its consent to the Transfer and will furnish such information in relation to the proposed Transfer and the proposed Transferee as may be required by the General Partner and such other person(s) as set out in the Memorandum (if any). In the event that a request for a Transfer is approved, the Transferring Investor and Transferee will, among other possible requirements, be required to represent to the General Partner, in a form acceptable to the General Partner, that the proposed Transfer does not violate any laws or regulations (including any securities laws) applicable to it and is not a Transfer of a type that would be prohibited under this article 10 and such other Restrictions on Transfer as may be applicable in respect of a Compartment in the Memorandum.

Transferee's obligations

10.5 In accordance with article 10.3(b)(iii) and (iv), unless otherwise agreed with the Company, any Transferee will be bound by all the provisions of the Memorandum and, as a condition of giving its consent to any Transfer to be made in accordance with the provisions of this article 10, the General Partner may require any proposed Transferee to give such warranties and indemnities, consents and authorities as were given by investors upon their application for shares in the relevant Compartment and to require the Transferee to acknowledge its assumption (in whole or in part) of the obligations of the Transferring Investor (including the Transferring Investors' obligations to meet drawdowns of undrawn commitments) by entering into a subscription agreement as a signatory in such form as the General Partner may require. Neither the Company nor the General Partner will incur any liability for allocations and distributions made in good faith to the Transferring Investor until the written instrument of transfer has been received by the Company and recorded in its books and the effective date of the Transfer has passed.

Legal opinion

10.6 Prior to a proposed Transfer, the General Partner will be entitled to require a written opinion of responsible legal counsel (at the expense of the Transferring Investor), satisfactory in form and substance to the General Partner on any relevant regulatory or legal issue relating to the proposed Transfer, as well as such other matters as the General Partner may reasonably request.

Transfer costs

10.7 The Transferring Investor will be responsible for and pay all costs and expenses (including any taxation) arising in connection with any such permitted Transfer, including reasonable legal fees arising in relation thereto incurred by the General Partner, the investment adviser of any Compartment or their Affiliates and stamp duty or stamp duty reserve tax (if any) payable. The Transferring Investor and the Transferee will indemnify the Indemnified Persons (as defined in the Memorandum), in a manner satisfactory to the General Partner against any Claims and Expenses (as defined in the Memorandum) to which the Indemnified Persons may become subject arising out of or based upon any false representation or warranty made by, or breach or failure to comply with any covenant or agreement of, such Transferring Investor or Transferee in connection with such Transfer. In addition, each Investor agrees to indemnify the Company and each Indemnified Person from any Claims and Expenses resulting from any Transfer or attempted Transfer of its shares and undrawn commitment in violation of any of the Company Documents.

Additional Restrictions on Transfer

10.8 Additional restrictions on transfer may be set out in the Memorandum in respect of (a) particular Class(es) or Compartment(s) in which case no Transfer of all or any part of any shareholder's shares in the relevant Class or Compartment, whether direct or indirect, voluntary or involuntary (including, without limitation, to an Affiliate or by operation of law), shall be valid or effective if any of these additional restrictions on transfer is not complied with.

11. Art. 11. Ownership restrictions.

11.1 Without prejudice to the right of the General Partner to reject subscriptions by any investor in its entire discretion (but subject to the terms of the Memorandum), the Company acting through its General Partner will in particular restrict or prevent the ownership of shares by any person if the General Partner determines that such:

(a) ownership may be detrimental to the Company or any Compartment;

(b) ownership may result (either individually or in conjunction with other investors in the same circumstances) in:

(i) the Company or a Compartment (or its intermediary vehicles) incurring any liability for any taxation whenever created or imposed and whether in Luxembourg, or elsewhere or suffering pecuniary disadvantages which the same might not otherwise incur or suffer; or

(ii) the Company or a Compartment being required to register its Shares under the laws of any jurisdiction other than Luxembourg; or

(iii) a breach of any law or regulation applicable to the relevant person itself, the General Partner, the Company or any Compartment, whether Luxembourg Law or other law (including anti-money laundering and terrorism financing laws and regulations);

(c) person does not comply with any request for information pursuant to the US Foreign Account Tax Compliance Act in accordance with the Memorandum;

(d) person is not an Eligible Investor;

any such Person being a Restricted Person (and, for the avoidance of doubt, a Person that is not a Well-Informed Investor will automatically be considered a Restricted Person).

11.2 For such purposes the General Partner may:

(a) decline to issue any shares and decline to register any Transfer of shares or assignment of undrawn commitment, where such registration, or Transfer or assignment would result in legal or beneficial ownership of such shares or undrawn commitment by a Restricted Person; and

(b) at any time require any person, whose name is entered in the register of shareholders or of undrawn commitments or who seeks to register a Transfer in the register of shareholders or of undrawn commitments, to deliver to the Company any information, supported by affidavit, which the Company may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shares/undrawn commitment rests with a Restricted Person, or whether such registration will result in beneficial ownership of such shares/undrawn commitment by a Restricted Person.

11.3 If it appears that a investor of the Company is a Restricted Person, the Company will be entitled to, in its absolute discretion:

(a) decline to accept the vote of the Restricted Person at the General Meeting and not to take into account that investor's participation in the Company for any purpose under the Memorandum in relation to any shareholders' or investor's votes (including any Supermajority Resolution); and/or

(b) retain all dividends paid or to be paid or other sums distributed or to be distributed with regard to the shares held by the Restricted Person; and/or

(c) instruct the Restricted Person to sell his/her/its shares and/or assign his/her/its undrawn commitment to any Eligible Investor approved by the General Partner and to demonstrate to the General Partner that this sale was made within forty-five (45) calendar days of the sending of the relevant notice, subject each time to the applicable restrictions on Transfer as set out in article 10; and/or

(d) reduce or terminate the Restricted Person's undrawn commitment or arrange for the assignment of such undrawn commitment to a third party or another investor subject to the terms and provision of article 10 and/or

(e) remove any representative of the Restricted Person from such consultative body, investment committee or other committee set up in accordance with the provisions of the Memorandum, as the case may be;

(f) compulsorily redeem all shares held by the Restricted Person at a price set out in the Memorandum.

11.4 The exercise of the powers by the Company in accordance with this article may in no way be called into question or declared invalid on the grounds that the ownership of shares was not sufficiently proven or that the actual ownership of shares did not correspond to the assumptions made by the Company on the date of the purchase notification, provided that the Company exercised the abovenamed powers in good faith.

12. Art. 12. Calculation of net asset value.

12.1 The Company and each Compartment and each Class have a net asset value determined in accordance with Luxembourg law and Luxembourg Generally Accepted Accounting Principles (Luxembourg GAAP), subject to adjustments authorised by Luxembourg GAAP for, inter alia, deferred tax liabilities, formation expenses and acquisition costs and these Articles as of each Valuation Date as stipulated in the Memorandum (each a Valuation Date).

12.2 The net asset value (the NAV) of each Compartment shall be expressed in the reference currency as it is stipulated in the Memorandum in accordance with Luxembourg law on each Valuation Date. The General Partner may, at its discretion, calculate an estimated net asset value on days which are not Valuation Dates. The net assets of the Company are at any time equal to the total of the net assets of the Compartments.

12.3 The administrative agent of the Company (the Administrative Agent) will compute the NAV per Class in the relevant Compartment as follows: each Class participates in the Compartment according to the portfolio and distribution entitlements (including as per the waterfall distribution scheme set out in the Memorandum, the Waterfall) attributable to each such Class. The fair value of the total portfolio and distribution entitlements attributed to a particular Class of a particular Compartment on a given Valuation Date adjusted with the liabilities relating to that Class on that Valuation Date represents the total Net Asset Value attributable to that Class of that Compartment on that Valuation Date. The assets of each Class will be commonly invested within a Compartment but subject to different fee structures, distribution,

marketing targets, currency or other specific features as it is stipulated in the Memorandum. A separate Net Asset Value per Share, which may differ as a consequence of these variable factors, will be calculated for each Class as follows: the Net Asset Value of that Class of that Compartment on that Valuation Date divided by the total number of Shares of that Class of that Compartment then outstanding on that Valuation Date.

12.4 The Net Asset Value of each Compartment shall be calculated by calculating the aggregate of:

(a) the fair value of all assets of the Company which are allocated to the relevant Compartment (including assets held through intermediary vehicles or under coinvestment framework agreements as described in the Memorandum, CFAs) in accordance with the provisions of these Articles; less

(b) all the liabilities of the Company which are allocated to the relevant Compartment in accordance with the provisions of these Articles, and all fees attributable to the relevant Compartment, which fees have accrued but are unpaid on the relevant Valuation Date.

12.5 The total net assets of the Company will result from the difference between the gross assets (i.e., the aggregate value of all assets of the Company) (including the fair value of investments owned by the Company and its intermediary vehicles or held through CFAs) and the liabilities of the Company, provided that the Company Set-up Costs and Compartments Set-up Costs (as those terms are further defined in the Memorandum) will be amortised over a period of five (5) years rather than expensed in full when they are incurred.

12.6 The assets of a Compartment shall include:

(a) all investments registered in the name of the Company for the account of the relevant Compartment or any intermediary vehicles or held through or in accordance with a CFA (including any beneficiary entitlement or indirect entitlement to assets pursuant to a CFA);

(b) all cash in hand or on deposit, including any interest accrued thereon, owned by such Compartment;

(c) all bills and demand notes payable and accounts receivable (including proceeds of properties, property rights, securities or any other assets sold but not delivered) owned by such Compartment;

(d) all financial instruments and securities including but not limited to bonds, time notes, certificates of deposit, shares, stocks, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and similar assets owned or contracted for by the Compartment;

(e) all stock dividends, cash dividends and cash payments receivable by the Compartment to the extent information thereon is reasonably available to the Compartment;

(f) all rentals accrued on any real estate properties or interest accrued on any interest-bearing assets owned by the Compartment except to the extent that the same is included or reflected in the fair value attributed to such asset;

(g) the formation expenses of the Compartment, including the cost of issuing and distributing shares of the Compartment, insofar as the same have not been written off; and

(h) all other assets of any kind and nature including expenses paid in advance.

12.7 The fair value of the assets of the Company in respect of a Compartment will be determined as follows:

(a) investments in private equity securities or under CFAs will be estimated with due care and in good faith in accordance with the IPEV Valuation Guidelines. If the European Venture Capital Association (EVCA) does not approve or endorse the IPEV Valuation Guidelines, then the General Partner will use the valuation guidelines issued or endorsed by EVCA as amended from time to time;

(b) the value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts, receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid, and not yet received will be deemed to be the full amount thereof, unless it is unlikely to be received in which case the value thereof will be arrived at after making such discount as the General Partner may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof;

(c) if the price as determined above is not representative, and in respect of any assets which are not referred to above, the fair value of such assets will be determined in good faith by the General Partner.

12.8 The value of all assets and liabilities not expressed in the currency of denomination of the relevant Shares will be converted into such currency at the relevant rates of exchange ruling in Luxembourg on the relevant Valuation Date. If such quotations are not available, the rate of exchange will be determined with prudence and in good faith by or under procedures established by the General Partner.

12.9 The General Partner, in its discretion, may permit some other method of valuation to be used if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset or liability of the Company. This method will then be applied in a consistent way. The Administrative Agent can rely on such deviations as approved by the Company for the purpose of the net asset value calculation.

12.10 For the purpose of determining the value of the Company's assets, the General Partner and the Administrative Agent, having due regards to the standard of care and due diligence in this respect, may, when calculating the Net Asset Value, exclusively rely, unless there is manifest error or negligence on its part, upon the valuations provided (i) by intermediaries in respect of Co-Investments (as defined in the Memorandum) or (ii) by (a) specialist(s) (including any Company's service provider to which such function would have been delegated under the relevant service agreement) duly authorised to that effect by the General Partner.

12.11 The liabilities of the Company shall include:

- (a) all loans and other indebtedness for borrowed money (including convertible debt), bills and accounts payable;
- (b) all accrued interest on such loans and other indebtedness for borrowed money (including accrued fees for commitment for such loans and other indebtedness);
- (c) all accrued or payable expenses (including administrative expenses, management and advisory fees, including incentive fees (if any), custody fees, paying agency, registrar and transfer agency fees and domiciliary and corporate agency fees as well as reasonable disbursements incurred by the service providers);
- (d) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid distributions declared by the Company;
- (e) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the calculation day, as determined from time to time by the Company, and other reserves (if any) authorised and approved by the General Partner, as well as such amount (if any) as the General Partner may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Company;
- (f) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature reflected in accordance with Luxembourg law. In determining the amount of such liabilities, the Company shall take into account all expenses payable by the Company and may accrue administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount rateably for yearly or other periods.

12.12 For the purpose of this article 12:

- (a) Shares to be issued by the Company shall be treated as being in issue as from the time specified by the General Partner on the Valuation Date with respect to which such valuation is made and from such time and until received by the Company the price therefore shall be deemed to be an asset of the Company;
- (b) Shares of the Company to be redeemed (if any) shall be treated as existing and taken into account until the date fixed for redemption, and from such time and until paid by the Company the price therefore shall be deemed to be a liability of the Company;
- (c) all investments, cash balances and other assets expressed in currencies other than the reference currency of the respective Compartment shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force as of the Valuation Date; and
- (d) where on any Valuation Date the Company has contracted to:
 - (i) purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset shall be shown as a liability of the Company and the value of the asset to be acquired shall be shown as an asset of the Company;
 - (ii) sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the Company and the asset to be delivered by the Company shall not be included in the assets of the Company;
 provided, however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such Valuation Date, then its value shall be estimated by the General Partner.

12.13 The assets and liabilities of the Compartments shall be allocated as follows:

- (a) the proceeds to be received from the issue of shares of any Compartment shall be applied in the books of the Company to the relevant Compartment, provided that if the Company is composed by several Compartments, the relevant amount shall increase the proportion of the net assets of such Compartment;
- (b) the assets and liabilities and income and expenditure applied to a Compartment shall be attributable to such Compartment;
- (c) where any asset is derived from another asset, such asset shall be attributable in the books of the Company to the same Compartment as the assets from which it is derived and on each revaluation of such asset, the increase or decrease in value shall be applied to the relevant Compartment;
- (d) where the Company incurs a liability in relation to any asset of a particular Compartment or in relation to any action taken in connection with an asset of a particular Compartment, such liability shall be allocated to the relevant Compartment;
- (e) in the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular Compartment, such asset or liability shall be allocated to all the Compartments pro rata to their respective net asset values or in such other manner as determined by the General Partner acting in good faith, provided that (i) where assets of several Compartments are held in one account and/or are co-managed as a segregated pool of assets by an agent of the General Partner, the respective right of each Compartment shall correspond to the prorated portion resulting from the contribution of the relevant Compartment to the relevant account or pool, and (ii) such right shall vary in accordance with the contributions and withdrawals made for the account of the Compartment, as described in the Memorandum;
- (f) upon the payment of distributions to the shareholders of any Compartment, the net asset value of such Compartment shall be reduced by the amount of such distributions.

12.14 General rules

- (a) All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with Luxembourg law;

(b) for the avoidance of doubt, the provisions of this article 12 are rules for determining the net asset value per share and are not intended to affect the treatment for accounting or legal purposes of the assets and liabilities of the Company or any shares issued by the Company;

(c) undrawn commitments shall not be considered as assets of a Compartment for the purpose of the calculation of the net asset value of that Compartment;

(d) adequate provisions will be made, Compartment by Compartment, for expenses to be borne by each of the Compartments and off-balance-sheet commitments may possibly be taken into account on the basis of fair and prudent criteria in accordance with the provisions of the Memorandum;

(e) the NAV per share may be rounded up or down to the nearest whole cent of the currency in which the net asset value of the relevant shares is calculated;

(f) the NAV per share of each Compartment will be communicated by the administrative agent of the Company to the shareholders within a reasonable period of time after it is established and is made available to the shareholders at the registered office of the Company and available at the offices of the administrative agent of the Company as soon as practicable after the most recent Valuation Date and in principle, within such period of time as is set forth in the Memorandum, although in certain circumstances, the net asset value could be made available later.

13. Art. 13. Temporary suspension of calculation of the net asset value.

13.1 The Company may at any time and from time to time suspend the determination of the NAV of shares of any Compartment in any of the following circumstances:

(a) when the value of a substantial part of the assets of the Compartment may not be determined accurately;

(b) upon decision of the General Partner to liquidate the Company or, in respect of the relevant Compartment, a Compartment; or

(c) when for any other reason, the prices of any Investments within a Compartment cannot be promptly or accurately determined or if, in the opinion of the General Partner, a fair price cannot be determined for the one or more of the assets of the Compartment.

13.2 Any such suspension will be notified to the Investors and may be notified by the General Partner in such manner as it may deem appropriate to the persons likely to be affected thereby. Such suspension as to any Compartment will have no effect on the calculation of the net asset value per share, the issue, redemption and conversion of shares of any other Compartment.

14. Art. 14. Liability of shareholders.

14.1 The owners of limited shares (i.e., shares of whatever Class to the exclusion of the GP Share(s)) are only liable up to the amount of their capital contribution made to the Company.

14.2 The General Partner's liability shall be unlimited.

15. Art. 15. Management.

15.1 The Company shall be managed by European Angels Fund GP S.à r.l. (the General Partner) who shall be the sole liable partner (actionnaire gérant commandité) and who shall be personally, jointly and severally liable with the Company for all liabilities which cannot be met out of the assets of the Company.

15.2 The General Partner is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interest which are not expressly reserved by law or by these Articles to the meeting of shareholders.

15.3 The General Partner shall namely have the power on behalf and in the name of the Company to carry out any and all of the purposes of the Company and to perform all acts and enter into and perform all contracts and other undertakings that it may deem necessary or advisable or incidental thereto. Except as otherwise expressly provided, the General Partner shall have, and shall have full authority in its discretion to exercise, on behalf of and in the name of the Company, all rights and powers necessary or convenient to carry out the purposes of the Company.

16. Art. 16. Authorised signature.

16.1 The Company shall be bound towards third parties in all matters by the corporate signature of the General Partner or by the individual or joint signatures of any other persons to whom authority shall have been delegated by the General Partner as the General Partner shall determine in its discretion, except that such authority may not be conferred to a limited partner (actionnaire commanditaire) of the Company (unless otherwise provided for in the Companies Act).

17. Art. 17. Investment policy and restrictions.

17.1 The General Partner has the power to determine (i) the investment policies to be applied in respect of each Compartment, (ii) the hedging strategy to be applied to specific Compartments and (iii) the course of conduct of the management and business affairs of the Company, all within the investment powers as shall be set forth by the General Partner in the Memorandum, in compliance with applicable laws and regulations.

17.2 The General Partner shall also have power to determine any restrictions which shall from time to time be applicable to the investment of the Company's assets (if any), in accordance with the 2004 Act including, without limitation, restrictions in respect of:

- (a) the borrowings of the Company or any Compartment thereof and the pledging of its assets; and
- (b) the maximum percentage of the Company or a Compartment's assets which it may invest in any single underlying asset and the maximum percentage of any type of investment which it (or a Compartment) may acquire, if any such restrictions are to be applied.

18. Art. 18. Conflict of interests.

18.1 No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors, managers or officers of the General Partner or the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm.

18.2 Any director, manager or officer of the General Partner or of the Company who serves as director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, solely by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

18.3 Identified conflicts of interest will be dealt with as set out in the Memorandum.

19. Art. 19. Indemnification.

19.1 Each Compartment agrees to indemnify and hold harmless out of its assets the Indemnified Persons (as defined in the Memorandum) against any and all Claims and Expenses (as defined in the Memorandum) incurred or threatened arising out of or in connection with or relating to or resulting from the Indemnified Person being or having acted as General Partner, manager, director, officer or employee in respect of that Compartment or arising in respect of or in connection with any matter or other circumstance relating to or resulting from the exercise of its powers as General Partner, manager, director, officer or employee or from the provision of services to or in respect of the relevant Compartment or under or pursuant to any management agreement or other service agreement relating to that Compartment or in respect of services as a manager or which otherwise arise in relation to the operation, business or activities of the relevant Compartment provided however that an Indemnified Person will not be so indemnified with respect to any matter resulting from their fraud, wilful misconduct, bad faith or reckless disregard for their obligations and duties in relation to that Compartment or their gross negligence (provided that such gross negligence has had a material adverse economic effect on the Investors or that Compartment).

19.2 Notwithstanding anything to the contrary herein, the Company will not indemnify any Indemnified Person with respect to:

(a) any proceeding in which one or more officers, employees or members of any Indemnified Person or any of its Affiliates (as defined in the Memorandum) are suing one or more other officers, directors, employees or members of the same Indemnified Person or any of its Affiliates and generally any Claim and Expenses that are the result of disputes in relation to the internal organisation of any of the Indemnified Persons;

(b) costs and expenses or any Claim and Expenses of the General Partner or any manager arising out of a valid and good faith resolution of the investors to remove the General Partner in accordance with article 21.8(b) of these Articles and the terms of the Memorandum.

19.3 Indemnity amounts payable under this article 19 to Indemnified Persons out of the assets of the relevant Compartment will in no case exceed the amount of Aggregate Investor Compartment Commitments (as defined in the Memorandum) to that Compartment. Where a portion of Aggregate Investor Compartment Commitments to a Compartment has already been drawn-down, in no case indemnity amounts will exceed aggregate Undrawn Investor Compartment Commitment (as defined in the Memorandum) plus any amounts that will be realised from the Compartment's portfolio, up to an amount not exceeding Aggregate Investor Compartment Commitments.

19.4 Any Indemnified Person that has received an indemnification payment out of the relevant Compartment's assets and is thereafter found by a court of competent jurisdiction to have acted in a way in which indemnification is excluded under this article 19, the Memorandum or the relevant service agreement will immediately hold harmless from, and reimburse the Compartment of, any such indemnification payment.

19.5 The right of any Indemnified Person to the indemnification provided herein will be cumulative with, and in addition to, any and all rights to which such Indemnified Person may otherwise be entitled by contract or as a matter of law or equity and will extend to such Indemnified Person's successors, assignees, heirs and legal representatives, provided that whenever an Indemnified Person benefits from an insurance cover or has any recovery rights against any third party in respect of the relevant Claims and Expenses, it will use its best efforts to first seek recovery from such insurance cover or indemnification from the relevant third party before seeking indemnification from the Company.

20. Art. 20. Meetings of shareholders.

20.1 The annual general meeting of shareholders (the Annual General Meeting) will be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg on the last Thursday of November of each year at 10 a.m. (Luxembourg time) at the address of the registered office of the Company or at such other place in the municipality of the registered office as may be specified in the convening notice of the meeting. If such day is not a business day, the meeting will be held on the following business day.

20.2 The Annual General Meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the General Partner exceptional circumstances so require.

20.3 Other meetings of the shareholders (each a General Meeting) may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of the meeting.

20.4 All General Meetings shall be chaired by the General Partner.

20.5 Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. The General Partner may however, in its absolute discretion, decide to hold a General Meeting of a Compartment for decisions solely relating to such Compartment. No resolution of the shareholders shall be effective without the consent of the General Partner, except as otherwise set out in these Articles and the Memorandum.

21. Art. 21. Notice, quorum, convening notices, powers of attorney and vote.

21.1 The notice periods and quorum provided for by law shall govern the notice for, and the conduct of, the General Meetings, unless otherwise provided herein or in the Memorandum.

21.2 The General Partner may convene a General Meeting at any time. It shall be obliged to convene it so that it is held within a period of one month, if shareholders representing one-tenth of the capital require it in writing, with an indication of the agenda. One or more shareholders representing at least one tenth of the subscribed capital may require the entry of one or more items on the agenda of any General Meeting. This request must be addressed to the Company at least 5 (five) business days before the relevant General Meeting.

21.3 Notices for each General Meeting will be sent to the shareholders by post at least eight calendar days prior to the relevant General Meeting at their addresses set out in the share register of the Company. For the annual General Meeting, all shareholders, notwithstanding whether they invest through different Compartments or Classes, will be invited. Such notices will include the agenda and specify the time and place of the meeting and the conditions of admission and will refer to the requirements of Luxembourg law with regard to the necessary quorum and majorities required for the meeting. If all shareholders meet and declare having had notice of the General Meeting or waiving the notice, the General Meeting may be validly held despite the non-accomplishment of the afore set formalities. The requirements as to attendance, quorum and majorities at all General Meetings are those set in the Companies Act and in these Articles.

21.4 All the shares of the Company being in registered form, the convening notices shall be made by registered letters only.

21.5 Each share is entitled to one vote, subject to the provisions of articles 7 and 11.

21.6 Except as otherwise required by law or by these Articles, resolutions at a duly convened General Meeting will be passed by a simple majority of those present or represented and voting.

21.7 A Supermajority Resolution may only be adopted in a General Meeting properly convened and constituted in accordance with the Companies Act and any other relevant Luxembourg law and subject to the following requirements:

(a) the vote (cast in person or by way of proxy) of Shareholders by not less than three quarter of the votes validly cast and the votes of Shareholders representing at least 75% of the Aggregate Company Commitments (as defined in the Memorandum); provided that

(b) a change to the Articles is subject to the approval of the Luxembourg regulatory authority for the financial sector, the Commission de Surveillance du Secteur Financier (the CSSF) (but not subject to the veto or consent of the General Partner) and the holder of CI Shares; and that

(c) any resolution to the effect of giving up the SICAR status under the 2004 Act requires the unanimous consent of all Shareholders.

21.8 The following decisions require a Supermajority Resolution:

(a) any decision subject to a Supermajority Resolution in the Memorandum;

(b) the decision to remove the General Partner, being provided that a substitute general partner must be appointed in lieu thereof through a Supermajority Resolution (which successor general partner will have to be approved by the CSSF and such other persons or entities as set out in the Memorandum), at the same time as the removal of the General Partner and provided further that, for the avoidance of doubt, the General Partner will not have any veto or voting right on the Investors' decision pursuant to this article 21.8(b);

(c) any decision to dissolve the Company, provided that such decision will also require the consent of the holder of the CI Shares but will not be subject to the consent of the General Partner.

21.9 The nationality of the Company may be changed and the commitments of its shareholders may be increased only with the unanimous consent of the shareholders.

21.10 Any amendment affecting the rights of the holders of shares of any Class vis-à-vis those of any other Class shall only be valid if passed in accordance with article 68 of the Companies Act.

21.11 A shareholder may act at any General Meeting by appointing another person (who need not be a shareholder) as its proxy in writing whether in original, by telefax, or e-mail to which an electronic signature (which is valid under Luxembourg law) is affixed.

21.12 If all the shareholders of the Company are present or represented at a General Meeting, and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

21.13 The shareholders may vote in writing (by way of a voting bulletins) on resolutions submitted to the General Meeting provided that the written voting bulletins include (i) the name, first name, address and the signature of the relevant shareholder, (ii) the agenda as set forth in the convening notice and (iii) the voting instructions (approval, refusal, abstention) for each point of the agenda. In order to be taken into account, the original voting bulletins must be received by the Company forty-eight (48) hours before the relevant General Meeting.

21.14 The General Partner may determine any other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

22. Art. 22. General Meetings of shareholders in a compartment.

22.1 The shareholders of a Compartment may hold, at any time, General Meetings to decide on any matters which relate exclusively to that Compartment, subject to the terms of the Memorandum.

22.2 The provisions of article 21 apply to such General Meetings, unless the context otherwise requires.

23. Art. 23. Auditors.

23.1 The accounting information contained in the annual report of the Company shall be examined by an auditor (réviseur d'entreprises agréé) appointed by the General Meeting and remunerated by the Company.

23.2 The auditor shall fulfil all duties prescribed by the 2004 Act.

24. Art. 24. Financial year. The financial year of the Company will begin on 1 July of each year and terminate on 30 June of the following year.

25. Art. 25. Distributions. General

25.1 Within the limits provided for by law and the Memorandum, distributions to shareholders may comprise dividends, interest, capital and capital gains payments. Distributions may only be made if the subscribed share capital increased by the share premium of the Company does not fall below the minimum set forth by law (i.e., EUR 1,000,000. For any Class entitled to distributions, the General Partner may decide to pay interim dividends in accordance with legal provisions and subject to the terms of the Memorandum (and, in particular, any applicable Waterfall).

25.2 Payments of distributions to owners of registered shares will be made to such shareholders at their addresses in the register of shareholders. Distributions may be paid in such a currency and at such a time and place as the General Partner determines from time to time. The General Partner may decide to distribute assets in specie in lieu of cash dividends under the terms and conditions set forth by the General Partner in the Memorandum.

25.3 Any distribution that has not been claimed within five years of its declaration will be forfeit and revert to the respective Compartment.

25.4 No interest will be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of the beneficiary of the dividend.

Re-investment Cash

25.5 Distributions to shareholders may be subject to recall by the Company in respect of one or more Compartments in such circumstances and subject to such conditions as set out in the Memorandum.

Investors' clawback

25.6 Unless otherwise set out in the Memorandum, the Company or the Liquidator (as defined in the Memorandum) may call on investors (or former investors) in any Compartment to return distributions received from the relevant Compartment (including liquidation proceeds) for the purpose of satisfying any Underlying Claim arising in relation to that Compartment, provided that:

(a) the amount any investor (or former investor) may be liable to pay to the Compartment or the Liquidator(s), as the case may be, as a result of an Underlying Claim referred to under article 25.7(b) or (c) below will be limited to an amount equal to the aggregate amount of distributions (including liquidation proceeds) actually received by such investor (or former investor) from the relevant Compartment (and, for the avoidance of doubt, this limitation will not apply to any Underlying Claim referred to under article 25.7(a));

(b) the ability of the Company or the Liquidator(s) to require investors (or former investors) to return any distribution received from the relevant Compartment pursuant to this article 25 will expire after:

(i) (in respect of any Underlying Claim other than an Underlying Claim under article 25.7(c)) the second anniversary of the liquidation of the relevant Compartment;

(ii) (in respect of an Underlying Claim under article 25.7(c) of the General Section) the fourth anniversary of the date on which the relevant distribution, or return of capital, was made by the relevant Intermediary or Final Beneficiary (as these terms are defined in the Memorandum);

except to fund liabilities or obligations (i) with respect to which the Company has received a written notice of claim or that the Company is in the process of litigating, arbitrating or otherwise settling as of such anniversary date, and (ii) with respect to which the Company has delivered to the Investors on or prior to ninety (90) calendar days after such anniversary date written notice of such claim, litigation, arbitration or settlement process.

25.7 For the purpose of Section 25.6, Underlying Claim will mean:

(a) an indemnification claim by an Indemnified Person made under the terms of article 19 and/or the terms of the Memorandum;

(b) a claim made under any indemnities, warranties or other obligations undertaken by or on behalf of the Company in relation to a CFA or Co-Investment (as these terms are defined in the Memorandum); or

(c) distributions made, or capital returned, by an Intermediary (in respect of one or more Final Beneficiaries) or a Final Beneficiary to the relevant Compartment that are recalled by such Intermediary or Final Beneficiary for whatever purposes in accordance with the terms of the CFA or the terms of the Intermediary (and Compartment)'s investment in the relevant Final Beneficiary.

26. Art. 26. Custodian.

26.1 The Company shall enter into a custodian bank agreement with a bank or savings institution which shall satisfy the requirements of the 2004 Act (the Custodian) who shall assume towards the Company and its shareholders the responsibilities provided by the 2004 Act. The fees payable to the Custodian will be determined in the custodian bank agreement.

26.2 In the event of the Custodian desiring to retire, the General Partner shall within two months appoint another financial institution to act as custodian and upon doing so the General Partner shall appoint such institution to be custodian in place of the retiring Custodian. The General Partner shall have power to terminate the appointment of the Custodian but shall not remove the Custodian unless and until a successor custodian shall have been appointed in accordance with this provision to act in place thereof.

27. Art. 27. Company liquidation - Compartments liquidation.

27.1 The Company may at any time be dissolved by a resolution of the General Meeting, subject to article 21.8(c) above and the terms of the Memorandum.

27.2 In the event of a voluntary liquidation, the Company shall, upon its dissolution, be deemed to continue to exist for the purposes of the liquidation. The operations of the Company shall be conducted by the Liquidator (as defined in the Memorandum), who, after having been approved by the CSSF, shall be appointed by a General Meeting, which shall determine the Liquidator's powers and compensation.

27.3 Should the Company be voluntarily liquidated, then its liquidation will be carried out in accordance with the provisions of the 2004 Act and the Companies Act. The liquidation report will be audited by the auditor of the Company or by an ad hoc external auditor appointed by the General Meeting.

27.4 If the Company were to be compulsorily liquidated, the provision of the 2004 Act will be applicable.

27.5 The issue of new shares by the Company shall cease on the date of publication of the notice of the General Meeting, to which the dissolution and liquidation of the Company shall be proposed.

27.6 The decision to dissolve the Company will be published in the Mémorial.

27.7 In the event of a winding-up of the Company or a Compartment, the Liquidator will seek to complete the winding-up process as soon as practicable in compliance with the provisions set forth under Luxembourg law. In the event of a winding-up of the Company or a Compartment, the Liquidator will dispose of the assets of the Company or the relevant Compartment (as applicable) in the best interests of the shareholders of the Company or the shareholders of the particular Compartment (as applicable), and the Custodian, upon instructions given by the Liquidator will distribute the net proceeds of winding-up, after deduction of all winding-up expenses, among the shareholders, in accordance with their distribution rights pursuant to the Memorandum and these Articles (and, absent any specific provision in relation to distribution, on a pro rata basis), except that the rights of the defaulted shares in the liquidation proceeds will be limited by the provisions as foreseen in these Articles and the Memorandum.

27.8 The issue of new shares by the Company will cease on the date of publication of the notice of the General Meeting, to which the dissolution and liquidation of the Company will be proposed. The proceeds of the liquidation of each Compartment, net of all liquidation expenses, will be distributed by the liquidators among the holders of shares in each Class in accordance with their respective rights pursuant to the Memorandum and these Articles. The amounts not claimed by Investors at the end of the liquidation process will be deposited, in accordance with Luxembourg law, with the Caisse de Consignation in Luxembourg until the statutory limitation period has lapsed.

27.9 Each Compartment will be automatically liquidated on such date as detailed in the Memorandum and may be liquidated before its term subject to such conditions and voting requirements as set out in the Memorandum.

28. Art. 28. Applicable law. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the 2004 Act and the Companies Act in accordance with article 1.2.

Transitory provisions

The first financial year shall begin today and it shall end on 30 June 2014. The first annual general meeting will be held in 2014.

Subscription and payment

The Articles having thus been established, the above-named parties have subscribed the shares as follows:

European Angels Fund GP S.à r.l., prenamed:	2 (two) GP Shares; and
European Investment Fund, prenamed	30,998 (thirty thousand nine hundred and ninety-eight) Ordinary Shares
Total:	31,000 (thirty-one thousand)

All these shares have been fully paid up by the shareholders by payment in cash, so that the sum of EUR 31,000 (thirty-one thousand euro) paid by the shareholders is from now on at the free disposal of the Company, evidence thereof having been given to the officiating notary.

Statement and estimate of costs

The notary executing this deed declares that the conditions prescribed by articles 26, 26-3 and 26-5 of the Companies Act have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment. Further, the notary executing this deed confirms that these Articles comply with the provisions of article 27 of the Companies Act.

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately EUR 2,500.-.

Extraordinary general meeting

The appearing parties, representing the entire subscribed share capital and considering themselves as having been duly convened, immediately proceeded to the holding of a general meeting.

Having first verified that the meeting was regularly constituted, the shareholders passed with the consent of the General Partner, the following resolutions by unanimous vote:

- (1) that the purpose of the Company has been determined and that the Articles have been set;
- (2) KPMG Luxembourg, with registered office at 9, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, RCS Luxembourg B 149133, is appointed as the external auditor of the Company for a period ending on the date of the annual general meeting to be held in 2015;
- (3) that the registered office of the Company is established at 5, rue Heienhaff L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English.

Whereof, the present notary deed is drawn in Luxembourg, on the date stated above.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, the proxyholder of the appearing parties signed together with Us, the notary, the present original deed.

Signé: B. DARDENNE et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 28 novembre 2013. Relation: LAC/2013/54048. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

Pour expedition conforme, délivrée à la société sur demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 décembre 2013.

Référence de publication: 2013168198/837.

(130205451) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 décembre 2013.

e-shelter Zurich 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 24.243,00.

Siège social: L-1212 Luxembourg, 17, rue des Bains.

R.C.S. Luxembourg B 138.786.

In the year two thousand and thirteen, on the seventeenth day of October,

Before the undersigned, Maître Martine Schaeffer, notary public, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned,

THERE APPEARED

e-shelter Datacenter Development Holding S.à r.l., a société à responsabilité limitée (private limited liability company), incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 17, rue des Bains, L-1212 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (the "Register") under number B 138.785;

here represented by Mrs Lauren HARRIS, lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal on October 16, 2013; and

Mr. Wolfgang Zepf, residing at 4, Hebelstrasse, 9000 St. Gallen, Switzerland;
here represented by Mrs Simone GRUBER, lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal on October 11, 2013.

The said proxies, signed ne varietur by the proxyholder of the appearing parties and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties are the shareholders (the "Shareholders") of e-shelter Zurich 1 S.à r.l., a société à responsabilité limitée (private limited liability company), governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 17, rue des Bains, L-1212 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Register under number B 138.786 (the "Company"), incorporated pursuant to a deed of the notary Maître Jean-Joseph Wagner, notary public, residing then in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg, dated 16 May 2008, whose articles of incorporation (the "Articles") have been published in Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations ("Mémorial") number 1485, page 71250, dated 16 June 2008. The Articles of the Company have been amended by a deed of Maître Jean-Joseph Wagner, prenamed, on 14 October 2008, published in the Mémorial number 2737, page 131366, dated 11 November 2008.

The appearing parties, representing the whole corporate capital, require the notary to act the following resolutions:

First resolution

The Shareholders decide to increase the Company's share capital by an amount of eleven thousand seven hundred forty-three euros (EUR 11,743.00),

to bring the Company's current share capital from twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500.00) up to twenty-four thousand two hundred forty-three euros (EUR 24,243.00),

through the creation and issue of eleven thousand seven hundred forty-three (11,743) new shares with a nominal value of one euro (EUR 1.00) each, having the same rights and obligations as those attached to the existing shares (the "New Shares"),

through a contribution in kind, and being issued with a share premium of an aggregate amount of thirty-four million two hundred seventeen thousand five hundred sixty-nine euros and eighty-six euro cents (EUR 34,217,569.86) (the "Share Premium").

Subscription and Payment

The New Shares are subscribed and fully paid up by e-shelter Datacenter Development Holding S.à r.l., prenamed.

Such New Shares are fully paid up by conversion of an uncontested claim of an aggregate amount of thirty-four million two hundred twenty-nine thousand three hundred twelve euros and eighty-six euro cents (EUR 34,229,312.86), which is equal to the value of the New Shares.

The global contribution of thirty-four million two hundred twenty-nine thousand three hundred twelve euros and eighty-six euro cents (EUR 34,229,312.86) for the New Shares is allocated as follows:

eleven thousand seven hundred forty-three euros (EUR 11,743.00) is allocated to the share capital of the Company and thirty-four million two hundred seventeen thousand five hundred sixty-nine euros and eighty-six cents (EUR 34,217,569.86) is allocated to the share premium account of the Company.

Evidence of such conversion and its total value has been given to the notary by a copy of a valuation report which shows that the managers of the Company have valued the conversion at a total amount of thirty-four million two hundred twenty-nine thousand three hundred twelve euros and eighty-six euro cents (EUR 34,229,312.86), which is equal to the aggregate value of the New Shares and Share Premium.

Second resolution

As a consequence of the above resolution, the Shareholders resolve to amend article 5.1 of the Articles of the Company, in order to reflect the above capital increase, which shall now henceforth be read as follows:

" **5.1.** The corporate capital is fixed at twenty-four thousand two hundred forty-three euros (EUR 24,243.00) represented by twenty-four thousand two hundred forty-three (24,243) shares with a nominal value of one euro (EUR 1.00) each (hereafter referred to as the "Shares"). The holders of the Shares are together referred to as the "Shareholders"."

Declaration and Costs

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately six thousand five hundred (6500) euros.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing parties and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, the proxyholder signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français de ce qui précède:

L'an deux mille treize, le dix-sept octobre,

Par-devant le soussigné, Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg, soussigné,

ONT COMPARU

e-shelter Datacenter Development Holding S.à r.l., une société à responsabilité limitée, établie et existant sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 17, rue des Bains, L-1212 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg (le "RCS") sous le numéro B 138.785;

ici représenté par Mme Lauren HARRIS, juriste, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 16 octobre 2013; et

M. Wolfgang Zepf, résidant au 4, Hebelstrasse, 9000 St. Gallen, Suisse;

ici représenté par Mme Simone GRUBER, avocat, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 11 octobre 2013.

Lesquelles procurations resteront, après avoir été signées ne varietur par le mandataire des parties comparantes et le notaire instrumentant, annexées aux présentes pour être formalisées avec elles aux autorités de l'enregistrement.

Lesquelles parties comparantes sont les associés (les "Associés") de e-shelter Zurich 1 S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 17, rue des Bains, L-1212 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du RCS sous le numéro B 138.786 (la "Société"), constituée par un acte du notaire Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence alors à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 16 mai 2008 et dont les statuts (les "Statuts") ont été publiés au Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations (le "Mémorial") numéro 1485, page 71250, en date du 16 juin 2008. Les Statuts de la Société ont été modifiés par un acte du notaire Maître Jean-Joseph Wagner, prénommé, le 14 octobre 2008, publié au Mémorial le 11 novembre 2008, numéro 2737, page 131366.

Les parties comparantes, représentant l'intégralité du capital social, requièrent le notaire d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

Les Associés décident d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de onze mille sept cent quarante-trois euros (EUR 11.743,00),

afin d'élever le capital social actuel de la Société de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,00) à vingt-quatre mille deux cent quarante-trois euros (EUR 24.243,00),

par la création et l'émission de onze mille sept cent quarante-trois (11.743) nouvelles parts sociales, ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,00) chacune (les "Nouvelles Parts Sociales"), et ayant les mêmes droits et obligations que les parts sociales existantes de la Société (les "Nouvelles Parts Sociales"),

par voie d'apport en nature, et étant émises avec une prime d'émission d'un montant total de trente-quatre millions deux cent dix-sept mille cinq cent soixante-neuf euros et quatre-vingt-six centimes d'euros (EUR 34.217.569,86) (la "Prime d'Emission").

Souscription et Paiement

Les Nouvelles Parts Sociales sont souscrites et entièrement libérées par e-shelter Datacenter Development Holding S.à r.l., prénommée.

Ces Nouvelles Parts Sociales sont payées par la conversion d'une créance incontestée d'un montant total de trente-quatre millions deux cent vingt-neuf mille trois cent douze euros et quatre-vingt-six centimes d'euros (EUR 34.229.312,86), laquelle est égale à la valeur des Nouvelles Parts Sociales.

La contribution globale de trente-quatre millions deux cent vingt-neuf mille trois cent douze euros et quatre-vingt-six centimes d'euros (EUR 34.229.312,86) pour les Nouvelles Parts Sociales est allouée comme suit: onze mille sept cent quarante-trois euros (EUR 11.743,00) est alloué au capital social de la Société et trente-quatre millions deux cent dix-sept mille cinq cent soixante-neuf euros et quatre-vingt-six centimes d'euros (EUR 34.217.569,86) sont alloués au compte de prime d'émission de la Société. La preuve de cette conversion et sa valeur totale ont été données au notaire sous la forme d'une copie d'un rapport d'évaluation lequel indique que les gérants de la Société ont évalué la conversion de la créance à un montant de trente-quatre millions deux cent vingt-neuf mille trois cent douze euros et quatre-vingt-six centimes d'euros (EUR 34.229.312,86), ce qui est égal à la valeur des Nouvelles Parts Sociales et de la Prime d'Emission.

Deuxième résolution

En conséquence de la résolution mentionnée ci-dessus, les Associés décident de modifier l'article 5.1 des Statuts de la Société, afin de refléter l'augmentation de capital susmentionnée, qui aura désormais la teneur suivante:

" 5.1. Le capital social souscrit est fixé à un vingt-quatre mille deux cent quarante-trois euros (EUR 24.243,00) représenté par vingt-quatre mille deux cent quarante-trois (24.243) parts sociales (les "Parts Sociales"), d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,00), chacune. Les détenteurs de Parts Sociales sont définis ci-après les "Associés"."

Déclaration et Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société en raison des présentes, est évalué à environ six mille cinq cents (6500) euros.

Le notaire instrumentant qui connaît la langue anglaise, déclare qu'à la requête des parties comparantes, le présent acte est établi en langue anglaise suivi d'une version française. À la demande des mêmes parties comparantes, et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

DONT acte, fait et passé, date qu'en tête des présentes à Luxembourg.

Le document ayant été lu au mandataire des parties comparantes, connues du notaire par son nom, prénom, état civil et domicile, le mandataire des parties comparantes a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: L. Harris, S. Gruber et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 24 octobre 2013. LAC/2013/48334. Reçu soixante-quinze euros (75.- €).

Le Receveur (signé): Irène Thill.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 novembre 2013.

Référence de publication: 2013159791/144.

(130196519) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2013.

Sunny Hills S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 152.470.

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-ninth of October.

Before us Maître Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned.

THERE APPEARED:

Ventizz Capital Fund IV L.P., a limited partnership, incorporated and existing under the laws of Jersey, having its registered office at The Esplanade, Ogier House, JE49WG St Helier, Jersey, and registered with JFSC Companies' Registry under number 936 (the "Sole Shareholder"),

here represented by Maître Anne MAUSKE, Avocat, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, signed in Jersey on 28 October 2013.

The said proxy, initialled ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party is the sole shareholder of Sunny Hills S.à r.l. (the "Company"), a private limited liability company (société à responsabilité limitée), existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and registered with the Trade and Companies Register under number B 152.470, incorporated pursuant to a deed of Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg, on 7 April 2010, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1071 on 21 May 2010. The articles of incorporation of the Company have last been amended pursuant to a deed of Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, on 23 December 2010, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 527 on 21 March 2011.

Such appearing party, representing the whole share capital of the Company and having waived any convening requirements, requested the notary to enact the following resolution:

Sole resolution

The Sole Shareholder resolves to amend the Company's corporate object and consequently amend article 3 of the articles of association of the Company which shall henceforth read as follows:

"The Company's object is to take participations and interests, in any form whatsoever, in any commercial, industrial, financial or other, Luxembourg or foreign enterprises; to acquire any securities and rights through participation, contribution, underwriting firm purchase or option, negotiation or in any other way and namely to acquire patents and licences, and other property, rights and interest in property as the Company shall deem fit, and generally to hold, manage, develop, sell or dispose of the same, in whole or in part, for such consideration as the Company may think fit, and in particular for shares or securities of any company purchasing the same; to enter into, assist or participate in financial, commercial and other transactions, and to grant to any holding company, subsidiary, or fellow subsidiary, or any other company of

the same group of companies as the Company any assistance, loans, advances or guarantees; to borrow and raise money in any manner except by way of public offering and to secure the repayment of any money borrowed; finally to perform any operation which is directly or indirectly related to its purpose.

The Company can perform all commercial, technical and financial operations, connected directly or indirectly in all areas as described above in order to facilitate the accomplishment of its purpose.”

Costs and Expenses

The costs, expenses, remuneration or charges of any form whatsoever incumbent to the Company and charged to it by reason of the present deed are assessed to nine hundred Euros (EUR 900.-).

Statement

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF the present deed is drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, the said proxyholder signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le vingt-neuf octobre.

Par-devant Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

A COMPARU:

Ventizz Capital Fund IV L.P., une limited partnership constituée et existant en vertu des lois de Jersey, ayant son siège social à The Esplanade, Ogier House, JE49WG St Helier, Jersey, et immatriculée auprès du JFSC Companies' Registry sous le numéro 936 (l'«Associé Unique»),

représentée par Maître Anne MAUSKE, Avocat, résidant à Luxembourg, en vertu d'une procuration signée à Jersey, le 28 octobre 2013.

Ladite procuration, paraphée ne varietur par la mandataire de la partie comparante et le notaire, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle partie comparante est l'associé unique de Sunny Hills S.à r.l. (ci-après la «Société»), une société à responsabilité limitée existant en vertu des lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 152.470, constituée en vertu d'un acte reçu par Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 7 avril 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1071, en date du 21 mai 2010. Les statuts de la Société ont été modifiés la dernière fois selon acte reçu par Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 23 décembre 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 527, en date du 21 mars 2011.

Ladite partie comparante, représentant l'intégralité du capital social, requiert le notaire d'acter la résolution suivante:

Résolution unique

L'Associé Unique décide de modifier l'objet social de la Société et de modifier par conséquent l'article 3 des statuts de la Société qui sera désormais rédigé comme suit:

«L'objet de la Société est de prendre des participations et des intérêts sous quelque forme que ce soit, dans toutes sociétés ou entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères; d'acquérir tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation ou de toute autre manière et notamment d'acquérir tous brevets et licences et autres propriétés, droits et intérêts dans des propriétés que la Société jugera appropriés, et plus généralement de les détenir, les gérer, les développer, les vendre ou d'en disposer, en tout ou partie, aux conditions que la Société jugera appropriées, et en particulier en contrepartie d'actions ou de titres de toute société les acquérant; de conclure, d'assister ou de participer à des transactions financières, commerciales ou autres, et d'octroyer à toute société holding, filiale ou filiale apparentée ou toute autre société du même groupe de sociétés que la Société, tous concours, prêts, avances ou garanties; d'emprunter et de lever des fonds de quelque manière que ce soit, excepté par voie d'appel publique à l'épargne, et de garantir le remboursement de toute somme empruntée; enfin de mener à bien toutes opérations quelles qu'elles soient se rattachant directement ou indirectement à son objet.

La Société peut réaliser toutes opérations commerciales, techniques et financières, en relation directe ou indirecte avec les activités précitées aux fins de faciliter la réalisation de son objet.»

157471

Frais et Dépenses

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société et qui sont mis à sa charge à raison des présentes sont estimés à neuf cents euros (EUR 900,-).

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare expressément que le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française; sur demande de la partie comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire de la partie comparante, ladite mandataire a signé le présent acte ensemble avec le notaire.

Signé: A. MAUSKE, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 31 octobre 2013. LAC/2013/49679. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Releveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 18 novembre 2013.

Référence de publication: 2013161029/104.

(130197100) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2013.

Crees Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 179.322.

In the year two thousand and thirteen.

On the thirteenth day of November.

Before Maître Cosita DELVAUX, notary residing at Redange-sur-Attert (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned.

THERE APPEARED:

The private limited company "Pinehurst Investments S.à r.l.", with its registered office at L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, R.C.S. Luxembourg B 178991,

here represented by Ms Ekaterina DUBLET, private employee, residing professionally at Redange-sur-Attert (Grand Duchy of Luxembourg), by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy signed ne varietur by the attorney and the undersigned notary will remain attached to the present deed, in order to be recorded with it.

The appearing party, through its attorney, declared and requested the notary to act:

That the appearing party is the sole present partner of the private limited company (société à responsabilité limitée) "Crees Investments S.à r.l.", with its registered office at L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, R.C.S. Luxembourg B 179322, incorporated by deed of Maître Francis KESSELER, notary residing at Esch-sur-Alzette (Grand Duchy of Luxembourg), on July 25, 2013, published in the Mémorial C number 2376 of September 26, 2013,

and that the appearing party has taken the following resolution:

Resolution

The appearing party decides to adopt an accounting year beginning on August 1 and ending on July 31 of the following year, acknowledges that as an exception, the accounting year which has begun on July 25, 2013 has ended on July 31, 2013, and decides to amend subsequently articles 15 and 16 of the articles of association which will have henceforth the following wording:

" **Art. 15.** The company's financial year runs from the first of August to the thirty first of July of the following year."

" **Art. 16.** Each year, as of the thirty first day of July, the management will draw up the annual accounts and will submit them to the shareholders".

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the company as a result of the present deed, are estimated at approximately 1.000.-. Euro.

157472

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English and French states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Redange-sur-Attert, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the attorney, known to the notary by her surname, Christian name, civil status and residence, the latter signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la version en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille treize.

Le treize novembre.

Par-devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Redangesur-Attert (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

A COMPARU:

La société à responsabilité limitée "Pinehurst Investments S.à r.l.", avec siège à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, R.C.S. Luxembourg B 178991,

ici représentée par Madame Ekaterina DUBLET, employée privée, demeurant professionnellement à Redange-sur-Attert (Grand-Duché de Luxembourg), en vertu d'une procuration sous seing privé.

La prédite procuration, signée ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Laquelle comparante, par son mandataire, a requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

Que la comparante est la seule associée actuelle de la société à responsabilité limitée "Crees Investments S.à r.l.", ayant son siège à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, R.C.S. Luxembourg B 179322, constituée par acte de Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette (Grand-Duché de Luxembourg) en date du 25 juillet 2013, publié au Mémorial C numéro 2376 du 26 septembre 2013,

et que la comparante a pris la résolution suivante:

Résolution

La comparante décide d'adopter un exercice social commençant le 1^{er} août et se terminant le 31 juillet de l'année suivante, constate qu'exceptionnellement, l'exercice social qui a commencé le 25 juillet 2013 s'est terminé le 31 juillet 2013, et décide de modifier dès lors les articles 15 et 16 des statuts qui auront dorénavant la teneur suivante:

" **Art. 15.** L'exercice social court du premier août au trente et un juillet de l'année suivante."

" **Art. 16.** Chaque année, au trente et un juillet, la gérance établira les comptes annuels et les soumettra aux associés".

Frais

Tous les frais et honoraires incombant à la société à raison des présentes sont évalués à la somme de 1.000.-. Euros.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais et le français, constate par les présentes qu'à la requête de la personne comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction française. A la requête de la même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Redange-sur-Attert, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire, connu du notaire par son nom, prénom usuel, état et demeure, celui-ci a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: E. DUBLET, C. DELVAUX.

Enregistré à Redange/Attert, le 15 novembre 2013. Relation: RED/2013/1933. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): T. KIRSCH.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 20 novembre 2013.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2013161282/81.

(130197909) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2013.

Core Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: AUD 1.499.780,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 150.589.

—
In the year two thousand and thirteen, on the twenty-fourth of October.

Before Us, Maître Francis Kessler, notary residing in Esch/Alzette, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Korea Exchange Bank, established under the laws of South Korea, having its registered office at 181 Euljiro2(i)-ga, Jung-gu, Seoul, South Korea, registered with the Court Administration Ministry under number 110171-0007131, acting as trustee of National Pension Fund,

here represented by Mrs. Sofia Afonso-Da Chao Conde, employee, with professional address at 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch/Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of one (1) proxy given under private seal on September 27, 2013.

The said proxy, signed ne varietur by the proxy holder of the appearing person and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing person, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to state that:

I. The appearing person is the sole shareholder of the private limited liability company established and existing in the Grand Duchy of Luxembourg under the name "Core Investments S.à r.l." (hereinafter, the Company), with registered office at 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 150589, established pursuant to a deed of Maître Gérard Lecuit, notary residing in Luxembourg, dated December 22, 2009, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 297, dated February 10, 2010 and whose articles of association have been last amended pursuant to a deed of Maître Blanche Moutrier, notary residing in Esch/Alzette, acting in replacement of Maître Francis Kessler, notary residing in Esch/Alzette, dated January 30, 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 740, dated March 27, 2013.

II. The Company's share capital is set at one million four hundred ninety-nine thousand seven hundred eighty Australian Dollars (AUD 1.499.780,00) represented by one million four hundred ninety-nine thousand seven hundred eighty (1.499.780) class A shares with a nominal value of one Australian Dollar (AUD 1,00) each.

III. The sole shareholder resolves to change the end date of the financial year of the Company from the last day of June of each year to the last day of December of each year.

IV. Pursuant to the above resolution, article 15 of the Company's articles of association is amended and shall henceforth read as follows:

" **Art. 15.** The company's financial year shall commence on the first day of January and end on the thirty-first day of December each year."

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of the above resolutions are estimated at one thousand three hundred euro (EUR 1,300.-).

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the proxy holder of the above appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Esch/Alzette, on the date first written above.

The document having been read to the proxy holder of the appearing person, who is known to the notary by her full name, civil status and residence, she signed together with Us, the notary, the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le vingt-quatre octobre.

Par-devant Nous, Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch/Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Korea Exchange Bank, établie selon les lois de la Corée du Sud et ayant son siège social au 181 Euljiro2(i)-ga, Jung-gu, Séoul, Corée du Sud, enregistrée auprès du Court Administration Ministry sous le numéro 110171-0007131, agissant comme fiduciaire de National Pension Fund,

ici représentée par Mme Sofia Afonso-Da Chao Conde, employée, avec adresse professionnelle au 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch/Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une (1) procuration donnée sous seing privé le 27 septembre 2013.

Laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentaire, demeurera annexée aux présentes pour être enregistrée avec elles.

La comparante, représentée par son mandataire, a requis le notaire instrumentaire d'acter que:

I. La comparante est l'associé unique de la société à responsabilité limitée établie dans le Grand-Duché de Luxembourg sous la dénomination «Core Investments S.à r.l.» (ci-après, la Société), ayant son siège social au 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 150589, constituée par acte de Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 22 décembre 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 297, en date du 10 février 2010 et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par acte de Maître Blanche Moutrier, notaire de résidence à Esch/Alzette, agissant en remplacement de Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 30 janvier 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 740 du 27 mars 2013.

II. Le capital social de la Société est fixé à un million quatre cent quatre-vingt-dix-neuf mille sept cent quatre-vingts Dollars Australiens (AUD 1.499.780,00) représenté par un million quatre cent quatre-vingt-dix-neuf mille sept cent quatre-vingts (1.499.780) parts sociales de classe A ayant une valeur nominale d'un Dollar Australien (AUD 1,00) chacune.

III. L'associé unique décide de changer la date de la fin de l'exercice social de la Société du dernier jour de juin de chaque année au dernier jour de décembre de chaque année.

IV. Suite à la résolution prise ci-dessus, l'article 15 des statuts de la Société est modifié pour avoir désormais la teneur suivante:

« **Art. 15.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.»

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge à raison des présentes, sont évalués à la somme de mille trois cents euros (EUR 1.300,-).

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête du mandataire de la personne comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française. A la requête de la même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

DONT PROCÈS-VERBAL, fait et passé à Esch/Alzette, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la personne comparante, connue du notaire par son nom et prénom, état et demeure, elle a signé avec Nous notaire, le présent acte.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 31 octobre 2013. Relation: EAC/2013/14200.

Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santoni A.

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2013161279/92.

(130197910) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2013.

Atisha Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 181.617.

— STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the fourth of the month of November.

Before Us, Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Headstart S.à r.l., having its registered office at 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, RCS Luxembourg B 149993,

here represented by Mrs Arlette Siebenaler, private employee, having his professional address at Luxembourg, by virtue of a proxy given on November 4, 2013.

The said proxy, signed ne varietur by the proxyholder of the person appearing and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing person, represented as stated hereabove, has requested the undersigned notary to state as follows the articles of association of a private limited liability company:

Art. 1. There exists a private limited liability company, which shall be governed by the laws pertaining to such an entity (hereinafter, the Company), and in particular by the law of August 10, 1915 on commercial companies as amended (hereinafter, the Law), as well as by the present articles of association (hereinafter, the Articles).

Art. 2. The Company may carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the taking of participating interests in any enterprises in whatever form, as well as the administration, management, control and development of such participating interests, in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

The Company may particularly use its funds for the setting-up, management, development and disposal of a portfolio consisting of any securities and patents of whatever origin, participate in the creation, development and control of any enterprises, acquire by way of contribution, subscription, underwriting or by option to purchase and any other way whatsoever, any type of securities and patents, realise them by way of sale, transfer, exchange or otherwise, have these securities and patents developed. The Company may grant assistance (by way of loans, advances, guarantees or securities or otherwise) to companies or other enterprises in which the Company has an interest or which form part of the group of companies to which the Company belongs (including shareholders or affiliated entities).

In general, the Company may likewise carry out any financial, commercial, industrial, movable or real estate transactions, take any measures to safeguard its rights and make any transactions whatsoever which are directly or indirectly connected with its purpose or which are liable to promote their development.

The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt, whether convertible or not, and/or equity securities. It may give guarantees and grant securities in favor of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other companies. The Company may further pledge, transfer, encumber or otherwise create security over all or over some of its assets.

Art. 3. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. The Company shall bear the name "Atisha Holding S.à r.l.".

Art. 5. The registered office of the Company is established in the City of Luxembourg.

It may be transferred to any other address in the same municipality or to another municipality by a decision of the Sole Manager (as defined below) or the Board of Managers (as defined below), respectively by a resolution taken by the extraordinary general meeting of the shareholders, as required by the then applicable provisions of the Law.

The Company may have offices and branches, both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

Art. 6. The share capital is set at EUR 12.500,00 (twelve thousand five hundred Euro) represented by 12.500 (twelve thousand five hundred) shares with a nominal value of EUR 1,00 (one Euro) each.

The Company may repurchase its own shares within the limits set by the Law and the Articles.

Art. 7. The share capital may be changed at any time by a decision of the sole shareholder or by a decision of the shareholders' meeting, in accordance with article 16 of the Articles.

Art. 8. Each share entitles the holder thereof to a fraction of the Company's assets and profits in accordance with article 19.

Art. 9. Towards the Company, the shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 10. In case of a sole shareholder, the Company's shares held by the sole shareholder are freely transferable.

In the case of plurality of shareholders, the shares held by each shareholder may only be transferred in accordance with article 189 of the Law.

Art. 11. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the sole shareholder or of one of the shareholders.

Art. 12. The Company is managed by one (hereinafter, the Sole Manager) or more managers. If several managers have been appointed, they constitute a board of managers (hereinafter, the Board of Managers). The manager(s) need not be shareholders. The manager(s) may be dismissed at any time, with or without cause, by a resolution of shareholders holding more than half of the share capital.

Art. 13. In dealing with third parties, the Sole Manager or the Board of Managers shall have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's purpose, provided that the terms of this article shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by the Law or the Articles to the general meeting of shareholders shall fall within the competence of the Sole Manager or the Board of Managers.

Towards third parties, the Company shall be bound by the sole signature of the Sole Manager or, in case of a Board of Managers, as defined by the general meeting of the shareholder(s).

The Sole Manager or the Board of Managers shall have the rights to give special proxies for determined matters to one or more proxy holders, selected from its members or not, either shareholders or not.

Art. 14. The Sole Manager or the Board of Managers may delegate the day-to-day management of the Company to one or several manager(s) or agent(s) and shall determine the manager's or agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of this agency.

The Board of Managers may elect a chairman from among its members. If the chairman is unable to be present, his place will be taken by election among managers present at the meeting.

The Board of Managers may elect a secretary who need not be a manager or a shareholder of the Company.

The Board of Managers shall meet as often as the Company's interest so requires. The meetings of the Board of Managers are convened by the chairman, the secretary or by any two (2) managers at the place indicated in the convening notice. The Board of Managers may validly debate and take decisions without prior notice if all the managers are present or represented.

A manager may be represented at the Board of Managers by another manager, and a manager may represent several managers.

The Board of Managers may only validly debate and take decisions if a majority of its members are present or represented by proxies, and any decisions taken by the Board of Managers shall require a simple majority.

One or more managers may participate in a meeting by means of a conference call or by any similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equal to a physical presence at the meeting. Decisions taken during such a meeting may be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all the members having participated.

A written decision, approved and signed by all the managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Managers, which was duly convened and held. Such a decision may be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all the members of the

Board of Managers.

The Sole Manager or the Board of Managers may decide to pay interim dividends to the shareholders before the end of the financial year on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Law or these Articles.

Art. 15. The manager(s) assume(s), by reason of her/his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him (them) in the name of the Company.

Art. 16. The shareholder(s) assume(s) all powers conferred to the general shareholders' meeting.

In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares owned. Each shareholder has voting rights commensurate with her/his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

However, resolutions to alter the Articles may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital, in accordance with the provisions of the Law.

Art. 17. The Company's accounting year starts on the first of January and ends on the thirty-first of December of the same year.

Art. 18. At the end of each accounting year, the Company's accounts are established, and the Sole Manager or the Board of Managers prepares an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 19. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortization, charges and provisions represents the net profit of the Company.

Every year, five percent (5%) of the net profit shall be transferred to the legal reserve.

This deduction ceases to be compulsory when the legal reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital but shall be resumed until the reserve fund is entirely reconstituted if, at any time and for any reason whatever, the ten percent (10%) threshold is no longer met.

The balance of the net profit may be distributed to the sole shareholder or to the shareholders in proportion to their shareholding in the Company.

Art. 20. At the time of winding up the Company the liquidation shall be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholder(s) who shall determine their powers and remuneration.

At the time of winding up the Company, any distributions to the shareholders shall be made in accordance with article 19.

Art. 21. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in the Articles.

Transitory provision

The first accounting year shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on the 31st of December 2014.

Subscription - Payment

The articles of association having thus been established, the 12.500 (twelve thousand five hundred) shares have been subscribed and fully paid up in nominal value by contribution in cash as follows:

Subscriber, shares	Shares	Payment
- Headstart S.à r.l., prenamed,	12.500	EUR 12.500
Total:	12.500	EUR 12.500

The amount of EUR 12.500,00 (twelve thousand five hundred Euro) has been fully paid up in cash and is now available to the Company, evidence thereof having been given to the notary.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at EUR 1,500.-.

Resolutions of the sole shareholder

The sole shareholder has taken the following resolutions:

1. The following person is appointed as manager of the Company for an unlimited period of time:

- Mr Christophe Gaul, director, born on 3rd April 1977 in Messancy, Belgium with professional address at 7, rue Robert Stumper, L-2557 Luxembourg.

Towards third parties, the Company shall be bound by the sole signature of the Sole Manager or, in case of a Board of Managers, by the individual signature of any manager.

2. The address of the Company is fixed at 7, rue Robert Stumper, L-2557 Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, she signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le quatrième jour du mois de novembre.

Par-devant Nous, Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Headstart S.à r.l., ayant son siege social à 7, rue Robert Stumper, L-2557 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, RCS Luxembourg B 149993,

ici représentée par Madame Arlette Siebenaler, employée privée, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 4 novembre 2013.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée ne varietur par la mandataire du comparant et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être enregistrée avec elles.

Lequel comparant, représenté comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont il a arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Il existe une société à responsabilité limitée qui est régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après, la Société), et en particulier la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après, la Loi), ainsi que par les présents statuts (ci-après, les Statuts).

Art. 2. La Société peut réaliser toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

La Société peut notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces titres et brevets. La Société peut accorder tout concours (par voie de prêts, avances, garanties, sûretés ou autres) aux sociétés ou entités dans lesquelles elle détient une participation ou qui font partie du groupe de sociétés auquel appartient la Société (y compris ses associés ou entités liées).

En général, la Société peut également réaliser toute opération financière, commerciale, industrielle, mobilière ou immobilière, prendre toutes mesures pour sauvegarder ses droits et réaliser toutes opérations, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui favorisent son développement.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission d'actions et obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts, convertibles ou non, et/ou de créances. Elle peut également consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou de toute autre société. La Société peut en outre nantir, céder, grever de charges ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur tout ou partie de ses avoirs.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La Société a comme dénomination «Atisha Holding S.à r.l.».

Art. 5. Le siège social de la Société est établi dans la Ville de Luxembourg.

Il peut être transféré à toute autre adresse à l'intérieur de la même commune ou dans une autre commune, respectivement par décision du Gérant Unique (tel que défini ci-après) ou du Conseil de Gérance (tel que défini ci-après), ou par une résolution de l'assemblée générale extraordinaires des associés, tel que requis par les dispositions applicables de la Loi.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 6. Le capital social de la Société s'élève à EUR 12.500,00 (douze mille cinq cents euros) représenté par 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 1 (un Euro) chacune.

La Société peut racheter ses propres parts sociales dans les limites prévues par la Loi et les Statuts.

Art. 7. Le capital social peut être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés, conformément à l'article 16 des Statuts.

Art. 8. Chaque part sociale donne droit à son détenteur à une fraction des actifs et bénéfices de la Société, conformément à l'article 19.

Art. 9. Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

Art. 10. Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé, les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que conformément à l'article 189 de la Loi.

Art. 11. La Société n'est pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

Art. 12. La Société est gérée par un (ci-après, le Gérant Unique) ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent un conseil de gérance (ci-après, le Conseil de Gérance). Le(s) gérant(s) ne doit(vent) pas obligatoirement être associé(s). Le(s) gérant(s) peut(vent) être révoqué(s) à tout moment, avec ou sans motif, par une décision des associés détenant plus de la moitié du capital social.

Art. 13. Dans les rapports avec les tiers, le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance a tous pouvoirs pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social de la Société, sous réserve qu'aient été respectés les termes du présent article.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les Statuts relèvent de la compétence du Gérant Unique ou du Conseil de Gérance.

Envers les tiers, la Société est valablement engagée par la signature individuelle de son Gérant Unique ou, en présence d'un Conseil de Gérance, comme défini par l'assemblée générale des associés.

Le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance a le droit de déléguer certains pouvoirs déterminés à un ou plusieurs mandataires, gérants ou non, associés ou non.

Art. 14. Le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance peut déléguer la gestion journalière de la Société à un ou plusieurs gérant(s) ou mandataire(s) et déterminer les responsabilités et rémunérations, le cas échéant, des gérants ou mandataires, la durée de la période de représentation et toute autre condition pertinente de ce mandat.

Le Conseil de Gérance peut élire un président parmi ses membres. Si le président ne peut être présent, un remplaçant est élu parmi les gérants présents à la réunion.

Le Conseil de Gérance peut élire un secrétaire, gérant ou non, associé ou non.

Le Conseil de Gérance se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige. Les réunions du Conseil de Gérance sont convoquées par le président, le secrétaire ou par deux (2) gérants au lieu indiqué dans la notice de convocation. Le Conseil de Gérance peut valablement délibérer et prendre des décisions sans convocation préalable si tous les gérants sont présents ou représentés.

Un gérant peut en représenter un autre au Conseil de Gérance, et un gérant peut représenter plusieurs gérants.

Le Conseil de Gérance ne peut délibérer et prendre des décisions que si une majorité de ses membres est présente ou représentée par procurations, et toute décision du Conseil de Gérance requiert la majorité simple.

Un ou plusieurs gérants peuvent participer aux réunions du conseil par conférence téléphonique ou par tout autre moyen similaire de communication permettant à tous les gérants participant à la réunion de se comprendre mutuellement. Une telle participation équivaut à une présence physique à la réunion. Les décisions prises peuvent être documentées dans un document unique ou dans plusieurs documents séparés ayant le même contenu, signé(s) par tous les participants.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les gérants, produit effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du Conseil de Gérance dûment convoquée et tenue. Cette décision peut être documentée dans un document unique ou dans plusieurs documents séparés ayant le même contenu, signés par tous les membres du Conseil de Gérance.

Le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance peut décider de payer des acomptes sur dividendes sur base d'un état comptable préparé par le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance duquel il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice fiscal, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminué des pertes reportées et des sommes à porter en réserve en vertu de la Loi ou des Statuts.

Art. 15. Le ou les gérants ne contractent à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Art. 16. Le(s) associé(s) exerce(nt) tous les pouvoirs attribués à l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts qu'il détient. Chaque associé possède des droits de vote en rapport avec le nombre de parts détenues. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social.

Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts ne peuvent être adoptés que par une majorité d'associés détenant au moins les trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

Art. 17. L'exercice social commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de la même année.

Art. 18. Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Société sont établis et le Gérant Unique, ou le Conseil de Gérance, prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Tout associé peut prendre connaissance desdits inventaire et bilan au siège social de la Société.

Art. 19. L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais, charges, amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent (5%) du bénéfice net sont affectés à la réserve légale.

Ces prélèvements cessent d'être obligatoires lorsque la réserve légale atteint dix pour cent (10%) du capital social, mais doivent être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve se trouve entamé.

Le solde du bénéfice net peut être distribué à l'associé unique ou aux associés au prorata de leur participation dans la Société.

Art. 20. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation est assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par l'(es) associé(s) qui détermine(nt) leurs pouvoirs et rémunération.

Au moment de la dissolution de la Société, toute distribution aux associés se fait en application de l'article 19.

Art. 21. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une disposition spécifique des Statuts, il est fait référence à la Loi.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la Société et se termine le 31 décembre 2014.

157480

Souscription - Libération

Les statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, les 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales ont été souscrites et intégralement libérées en valeur nominale par apport en numéraire comme suit:

Souscripteur, parts sociales	Parts sociales	Libération
- Headstart S.à r.l., prénommé,	12.500	EUR 12.500
Total: 12.500 parts sociales	12.500	EUR 12.500

Le montant de EUR 12.500,00 (douze mille cinq cents euros) a été intégralement libéré en numéraire et se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Frais

Le comparant a évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution à environ EUR 1.500.-.

Décisions de l'associé unique

L'associé unique a pris les résolutions suivantes:

1. La personne suivante est nommée gérant de la Société pour une durée indéterminée:

- Mr Christophe Gaul, directeur, né le 3 avril 1977 à Messancy, Belgique, avec une adresse professionnelle à 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg.

Envers les tiers, la Société est valablement engagée par la signature individuelle du Gérant Unique ou, en présence d'un Conseil de Gérance, par la signature individuelle de chaque gérant.

2. L'adresse du siège social est fixée au 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que le comparant l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire du comparant, celle-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: A. SIEBENALER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 8 novembre 2013. Relation: LAC/2013/50835. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 novembre 2013.

Référence de publication: 2013159048/314.

(130195951) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2013.

Linator S.à r.l., Société à responsabilité limitée - Société de gestion de patrimoine familial.

Siège social: L-1911 Luxembourg, 9, rue du Laboratoire.

R.C.S. Luxembourg B 181.596.

STATUTS

L'an deux mille treize, le cinq novembre.

Par-devant Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

Se réunit l'assemblée générale extraordinaire de la société Linator AG, une société constituée sous le droit suisse, ayant son siège social au 8 Gestadeckplatz, CH-4410 Liestal, constituée le 18 décembre 1991, inscrite auprès du Registre du commerce du canton de Bâle-Campagne sous le numéro CH-280.3.918.254-2, au capital souscrit de CHF 300.000,-.

L'Assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Umberto CERASI, employé privé, avec adresse professionnelle au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire Madame Carine GRUNDHEBER, employée privée, avec adresse professionnelle au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

L'Assemblée choisit comme scrutatrice Madame Gentiane PREAUX, employée privée, avec adresse professionnelle au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Le bureau de l'assemblée étant dûment constitué, le Président déclare et prie le notaire d'acter que:

I. Les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, qui, après avoir été signée par les actionnaires ou leur représentant, par les membres du bureau et par le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités d'enregistrement.

Les procurations des actionnaires représentés, signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant, resteront également annexées au présent acte.

II. Il appert de la liste de présence que toutes les actions représentant l'intégralité du capital souscrit sont présentes ou dûment représentées à la présente assemblée. La Société n'a émis aucun autre titre conférant un droit de vote de sorte que la présente assemblée est régulièrement constituée et apte à délibérer valablement sur tous les points de l'ordre du jour dont les actionnaires ont été dûment informés préalablement à cette réunion.

III. Les documents suivants ont été soumis à l'Assemblée Générale:

(a) une copie de la décision prise en Suisse le 21 décembre 2012 de transférer le siège social de la Société au Grand-Duché de Luxembourg;

(b) une copie des statuts de la Société avant le transfert de siège au Grand-Duché de Luxembourg;

(c) une copie d'un extrait du Registre du commerce du canton de Bâle-Campagne daté du 31 octobre 2013;

(d) le bilan de la Société daté du 31 juillet 2013;

(e) une déclaration relative à la valeur de la Société émise par son Président.

IV. L'ordre du jour est le suivant:

1. Confirmation et ratification des décisions prises en Suisse de transférer le siège social de la Société du 8 Gestadeckplatz, CH-4410 Liestal au 9, rue du Laboratoire, L-1911 Luxembourg, et d'adopter la nationalité luxembourgeoise conformément aux dispositions de la loi luxembourgeoise et aux règles concernant le statut de la personnalité juridique de la Société, celle-ci étant maintenue sans rupture et sans création d'un être moral nouveau.

2. Adoption de la forme d'une «société à responsabilité limitée» luxembourgeoise et modification de la dénomination de la Société en Linator S.à r.l.

3. Adoption comme objet de la Société celui propre à une «SOPARFI» («Société de participations financières») libellé comme suit:

«La société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, au développement, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets.

Elle aura en outre pour objet la fabrication et la vente de machines et d'équipements dans le domaine des techniques d'entraînement, ainsi que le commerce de marchandise en tous genres.

La société pourra acheter ou vendre tout bien immobilier aussi bien au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Elle pourra établir des succursales ou branches d'activité aussi bien au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Elle pourra emprunter sous quelque forme que ce soit. Elle pourra, dans les limites fixées par la loi du 10 août 1915, accorder à toute société du groupe ou à tout actionnaire tous concours, prêts, avances ou garanties.

Elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui le favorisent.»

4. Acceptation des actifs et passifs de la Société.

5. Suppression de la valeur nominale des parts sociales et réduction du capital social moyennant absorption partielle des pertes.

6. Conversion de la monnaie d'expression du capital social de CHF en EUR au taux de change au 31 juillet 2013 convenu entre les parties de CHF 1,234 = EUR 1,-.

7. Refonte complète des statuts en langue française (suivant projet adressé aux actionnaires) pour les adapter à la loi luxembourgeoise.

8. Démission des anciens administrateurs et décharge à leur accorder.

9. Nomination de Monsieur Reno Maurizio TONELLI comme gérant unique.

10. Délégation de pouvoir au gérant unique ou à tout porteur d'une copie conforme de l'acte de transfert de siège délivrée par un notaire luxembourgeois, afin d'accomplir tous actes en relation avec ce transfert de siège qui seront nécessaires au Grand-Duché de Luxembourg et en Suisse.

V. La Société a déjà décidé de transférer son siège social à Luxembourg, la présente Assemblée Générale étant appelée à voter et se prononcer une seconde fois sur le transfert du siège social de Liestal, Suisse, à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, et à authentifier lesdites résolutions conformément aux exigences de la loi luxembourgeoise.

Le soin a également été confié à la présente Assemblée Générale d'effectuer les modifications mentionnées ci-dessus et celles exigées aux fins de mettre les Statuts en conformité avec les exigences légales luxembourgeoises.

Sur ce, l'Assemblée Générale, après avoir pris acte des déclarations faites par le Président et après avoir examiné les documents qui lui ont été soumis, aborde l'ordre du jour et après délibération, prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée Générale décide de confirmer et de ratifier les résolutions prises en Suisse, de transférer le siège social de la Société du 8 Gestadeckplatz, CH-4410 Liestal, au 9, rue du Laboratoire, L-1911 Luxembourg, conformément aux dispositions de la loi luxembourgeoise et aux règles concernant le statut de la personnalité juridique de la Société, celle-ci étant maintenue sans rupture et sans création d'un être moral nouveau.

L'Assemblée Générale décide que la Société sera donc dès aujourd'hui et dorénavant régie par le droit luxembourgeois, à l'exclusion de tout autre.

Seconde résolution

L'Assemblée Générale décide que la Société à Luxembourg existera sous la forme d'une société à responsabilité limitée sous la dénomination de Linator S.à r.l.

Troisième résolution

L'Assemblée Générale décide d'adopter comme objet de la Société celui propre à une «SOPARFI» («Société de participations financières») libellé comme suit:

«La société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, au développement, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets.

Elle aura en outre pour objet la fabrication et la vente de machines et d'équipements dans le domaine des techniques d'entraînement, ainsi que le commerce de marchandise en tous genres.

La société pourra acheter ou vendre tout bien immobilier aussi bien au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Elle pourra établir des succursales ou branches d'activité aussi bien au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Elle pourra emprunter sous quelque forme que ce soit. Elle pourra, dans les limites fixées par la loi du 10 août 1915, accorder à toute société du groupe ou à tout actionnaire tous concours, prêts, avances ou garanties.

Elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui le favorisent.»

Quatrième résolution

L'Assemblée Générale prend acte de et accepte la description et la substance des actifs et passifs de la Société, tels qu'ils résultent du bilan de la Société daté du 31 juillet 2013 et décide que ce bilan correspond dans son intégralité au bilan d'arrivée au Luxembourg de la Société.

Il ressort du bilan au 31 juillet 2013 que la valeur des actifs nets de la Société s'élève à CHF 16.554,13- (seize mille cinq cent cinquante-quatre francs suisses et treize centimes) i.e. EUR 13.415,02- (treize mille quatre cent quinze euros et deux cents) conformément au taux de change au 31 juillet 2013 convenu entre les parties de CHF 1,234 = EUR 1,-.

Il ressort d'une déclaration émise par le Président de la Société établie en date du 16 octobre 2013 que la valeur de ces actifs nets correspond au moins au capital social minimum d'une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois.

Une copie du bilan de la Société ainsi que la déclaration émise par son Président, après avoir été signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant, resteront annexés au présent acte pour être soumis aux formalités de l'enregistrement.

Cinquième résolution

Afin de mettre la Société en conformité avec les exigences de la loi luxembourgeoise, l'Assemblée Générale décide de supprimer la valeur nominale des parts sociales existantes et de réduire le capital social à concurrence de CHF 284.322,28- (deux cent quatre-vingt-quatre mille trois cent vingt-deux francs suisses et vingt-huit centimes) pour le ramener de CHF 300.000,- (trois cent mille francs suisses) à CHF 15.677,72 (quinze mille six cent soixante-dix-sept francs

suisses et soixante-douze centimes), soit EUR 12.704,80 (douze mille sept cent quatre euros et quatre-vingts cents) conformément au taux de change au 31 juillet 2013 convenu entre les parties de CHF 1,234 = EUR 1,-, la réduction se faisant moyennant absorption totale des pertes telles qu'elles ressortent du bilan au 31 juillet 2013 dont mention ci-avant, et réduction simultanée du pair comptable des parts sociales existantes.

Sixième résolution

L'Assemblée Générale décide de convertir la monnaie d'expression du capital social de CHF en EUR au taux de change au 31 juillet 2013 convenu entre les parties de CHF 1,234 = EUR 1,-, de sorte que le montant du capital social s'élève à EUR 12.704,80 (douze mille sept cent quatre euros et quatre-vingts cents) représenté par 300 (trois cents) parts sociales sans désignation de valeur nominale, chaque actionnaire recevant 1 part sociale en échange d'une ancienne action, savoir:

- LAG INTERNATIONAL S.A., société de droit luxembourgeois ayant son siège social au 9, rue du Laboratoire, L-1911 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B111026: 298 (deux cent quatre-vingt-dix-huit) parts sociales,
- Monsieur Marco CAMOZZI, demeurant au 4, Corso Palestro, I-25121 Brescia: 1 (une) part sociale,
- Monsieur Harry GSTÖHL, demeurant au 42, Austrasse, FL-9490 Vaduz: 1 (une) part sociale.

Septième résolution

L'Assemblée Générale décide de procéder à une refonte complète des statuts, en conformité avec la loi luxembourgeoise, pour leur donner dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 1^{er}**. Il existe une société à responsabilité limitée sous la dénomination Linator S.à r.l. qui sera régie par les présents statuts et les dispositions légales.

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg-Ville.

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision des associés.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, au développement, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets.

Elle aura en outre pour objet la fabrication et la vente de machines et d'équipements dans le domaine des techniques d'entraînement, ainsi que le commerce de marchandise en tous genres.

La société pourra acheter ou vendre tout bien immobilier aussi bien au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Elle pourra établir des succursales ou branches d'activité aussi bien au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Elle pourra emprunter sous quelque forme que ce soit. Elle pourra, dans les limites fixées par la loi du 10 août 1915, accorder à toute société du groupe ou à tout actionnaire tous concours, prêts, avances ou garanties.

Elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui le favorisent.

Art. 5. Le capital social est fixé à EUR 12.704,80 (douze mille sept cent quatre euros et quatre-vingts cents) représenté par 300 (trois cents) parts sociales sans désignation de valeur nominale.

Art. 6. Le capital social pourra, à tout moment, être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par l'article 199 de la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 7. Chaque part donne droit à une fraction proportionnelle de l'actif social et des bénéfices.

Art. 8. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles ne peuvent être cédées à des non-associés que dans les termes prévus par la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 9. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la société.

Art. 10. Les héritiers, créanciers ou autres ayants droit ne pourront, pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société.

Art. 11. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés par l'assemblée générale des associés.

Vis-à-vis des tiers, la société est engagée en toutes circonstances par la signature individuelle d'un gérant ou par la signature individuelle d'un mandataire spécial dans les limites de ses pouvoirs.

Art. 12. Le ou les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 13. Chaque associé peut participer aux décisions collectives. Il a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 14. Les décisions collectives ne sont valablement prises que conformément aux dispositions prévues par la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 15. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 16. Chaque année, le 31 décembre, la gérance établit les comptes annuels.

Art. 17. Tout associé peut prendre au siège social de la société communication des comptes annuels.

Art. 18. Sur le bénéfice net de l'exercice, il est prélevé 5% au moins pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint 10% du capital social.

Le solde est à la disposition des associés.

Art. 19. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leur rémunération.

Art. 20. Lorsque, et aussi longtemps qu'un associé réunit toutes les parts sociales entre ses seules mains, la société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la loi sur les sociétés commerciales; dans cette éventualité, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la même loi sont d'application.

Art. 21. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales en vigueur.»

Huitième résolution

Le premier exercice social au Grand-Duché de Luxembourg débute à la date de ce jour pour finir le 31 décembre 2013.

Neuvième résolution

L'Assemblée Générale prend acte de et accepte la démission des anciens administrateurs et leur donne décharge pleine et entière pour l'exécution de leur mandat jusqu'à la date de ce jour.

Dixième résolution

L'Assemblée Générale décide de nommer comme gérant unique de la Société luxembourgeoise, pour une durée indéterminée et avec les pouvoirs définis à l'article 11 des nouveaux statuts: Monsieur Reno Maurizio TONELLI, licencié en sciences politiques, né le 12 janvier 1955 à Cesena (Forlì), Italie, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Le gérant unique pourra nommer des agents, fixer leurs pouvoirs et attributions et les révoquer.

Onzième résolution

L'Assemblée Générale décide d'autoriser le gérant unique ou tout porteur d'une copie conforme de l'acte de transfert de siège délivrée par un notaire luxembourgeois, à accomplir tous actes qui seront nécessaires pour réaliser le transfert du siège de la Société au Grand-Duché de Luxembourg et en particulier accomplir tant en Suisse qu'au Grand-Duché de Luxembourg les formalités requises par les autorités publiques ou privées, banques et autres instances afin de réaliser valablement ce transfert de siège.

Clôture de l'assemblée

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués approximativement sans nul préjudice à la somme de mille cinq cents euros (EUR 1.500,-).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: U. CERASI, C. GRUNDHEBER, G. PREAUX, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 7 novembre 2013. LAC/2013/50588. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 15 novembre 2013.

Référence de publication: 2013159429/232.

(130195496) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2013.

Manelux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1217 Luxembourg, 12, rue de Bastogne.

R.C.S. Luxembourg B 181.669.

STATUTS

L'an deux mille treize.

Le douze novembre.

Par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach (Grand-Duché de Luxembourg).

A COMPARU

Monsieur Abdelmajid BARKOUKOU, expert-comptable demeurant professionnellement à L-1217 Luxembourg, 12, rue de Bastogne.

Lequel comparant a requis le notaire instrumentaire de dresser l'acte constitutif d'une société anonyme qu'il déclare vouloir constituer et dont il a arrêté, les statuts comme suit:

Dénomination - Siège - Durée - Objet

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme sous la dénomination de MANELUX S.A..

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg-Ville.

Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg, au moyen d'une résolution de l'actionnaire unique ou en cas de pluralité d'actionnaires, au moyen d'une résolution de l'assemblée générale des actionnaires.

Le siège de la société pourra être transféré dans tout autre lieu de la commune par simple décision du conseil d'administration ou de l'administrateur unique.

Le conseil d'administration respectivement l'administrateur unique aura le droit d'instituer des bureaux, centres administratifs, agences et succursales partout, selon qu'il appartiendra, aussi bien dans le Grand-Duché qu'à l'étranger.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La Société a pour objet toutes activités de commerces et de services non réglementées par des Lois spécifiques et toutes activités connexes susceptibles d'améliorer le rendement des clients de la société.

La Société a également pour objet la prise d'intérêts sous quelque forme que ce soit dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères, et toutes autres formes de placement, l'acquisition par achat, souscription et toute autre manière ainsi que par l'aliénation par vente échange et toute autre manière de toutes valeurs mobilières et de toutes espèces, l'administration, la supervision et le développement de ces intérêts. La Société pourra prendre part à l'établissement et au développement de toute entreprise industrielle ou commerciale et pourra prêter son assistance à pareille entreprise au moyen de prêts, de garantie ou autrement. Elle pourra prêter ou emprunter avec ou sans intérêt, émettre des obligations et autres reconnaissances de dettes. Elle pourra faire toutes les opérations mobilières, immobilières, financières ou industrielles, commerciales ou civiles, liées directement ou indirectement à son objet social. Elle peut réaliser son objet directement ou indirectement en nom propre ou pour compte de tiers, seule ou en association en effectuant toute opération de nature à favoriser ledit objet ou celui des sociétés dans lesquelles elle détient des intérêts. D'une façon générale, la Société pourra exercer toutes activités généralement quelconques qui pourraient paraître nécessaires à l'accomplissement ou au développement de son objet social.

Capital - Actions

Art. 5. Le capital social est fixé à TRENTE-ET-UN MILLE EUROS (€ 31.000.-), représenté par cinq cents (500) actions d'une valeur nominale de SOIXANTE-DEUX EUROS (€ 62.-) par action.

Art. 6. Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

La Société pourra racheter ses propres actions dans les limites prévues par la loi.

Art. 7. La société ne reconnaît qu'un propriétaire par action.

S'il y a plusieurs propriétaires par action, la société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire. Il en sera de même dans le cas d'un conflit opposant l'usufruitier et le nu-propriétaire ou un débiteur et un créancier gagiste.

Administration - Surveillance

Art. 8. En cas de pluralité d'actionnaires, la société doit être administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Si la société est établie par un actionnaire unique ou si à l'occasion d'une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que la société a seulement un actionnaire restant, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un membre, jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs ou l'administrateur unique seront élus par l'assemblée des actionnaires pour un terme qui ne peut excéder six ans et toujours révocables par elle.

Les administrateurs sortants peuvent être réélus.

Le conseil d'administration peut élire parmi ses membres un président et s'il en décide ainsi, un ou plusieurs vice-présidents du conseil d'administration. Le premier président sera désigné par l'assemblée générale. En cas d'absence du président, les réunions du conseil d'administration sont présidées par un administrateur présent désigné à cet effet.

Art. 9. Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président du conseil ou de deux de ses membres.

Les administrateurs seront convoqués séparément à chaque réunion du conseil d'administration. Sauf le cas d'urgence qui doit être spécifié dans la convocation, celle-ci sera notifiée au moins quinze jours avant la date fixée pour la réunion.

Le conseil se réunit valablement sans convocation préalable au cas où tous les administrateurs sont présents ou valablement représentés.

Les réunions du conseil d'administration se tiennent au lieu et à la date indiqué dans la convocation.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou valablement représentée. La présence peut également être assurée par téléphone ou vidéo conférence.

Tout administrateur empêché peut donner par écrit délégation à un autre membre du conseil pour le représenter et pour voter en son lieu et place.

Les résolutions du conseil seront prises à la majorité absolue des votants. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion sera prépondérante.

Les résolutions signées par tous les administrateurs seront aussi valables et efficaces que si elles avaient été prises lors d'un conseil dûment convoqué et tenu. De telles signatures peuvent apparaître sur un document unique ou sur des copies multiples d'une résolution identique et peuvent être révélées par lettres, courriel ou fax.

Un administrateur, ayant des intérêts personnels opposés à ceux de la société dans une affaire soumise à l'approbation du conseil, sera obligé d'en informer le conseil et de se faire donner acte de cette déclaration dans le procès-verbal de la réunion. Il ne peut prendre part aux délibérations afférentes du conseil.

Lors de la prochaine assemblée générale des actionnaires, avant de procéder au vote de toute autre question, les actionnaires seront informés des matières où un administrateur a un intérêt personnel opposé à celui de la société.

Au cas où un membre du conseil d'administration a dû s'abstenir pour intérêt opposé, les résolutions prises à la majorité des membres du conseil présents ou représentés à la réunion et qui votent, seront tenues pour valables.

Lorsque la société comprend un associé unique, il est seulement fait mention dans un procès-verbal des opérations intervenues entre la société et son administrateur ayant eu un intérêt opposé à celui de la société.

Art. 10. Les décisions du conseil d'administration seront constatées par des procès-verbaux, qui seront insérés dans un registre spécial et signés par au moins un administrateur.

Les copies ou extraits de ces minutes doivent être signées par le président du conseil d'administration ou par deux administrateurs ou l'administrateur unique.

Art. 11. Le conseil d'administration ou l'administrateur unique sont investis des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes de disposition et d'administration dans l'intérêt de la société.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la loi du 10 août 1915, telle que modifiée ou par les statuts de la société à l'assemblée générale, seront de la compétence du conseil d'administration ou de l'administrateur unique.

Art. 12. Le conseil d'administration peut déléguer des pouvoirs à un ou plusieurs de ses membres. Le conseil d'administration ou l'administrateur unique peut désigner des mandataires ayant des pouvoirs définis et les révoquer en tout temps. Le conseil d'administration peut également déléguer la gestion journalière de la société à un de ses membres, qui portera le titre d'administrateur-délégué.

Art. 13. Le conseil d'administration ou l'administrateur unique représente la société en justice, soit en demandant soit en défendant.

Les exploits pour ou contre la société sont valablement faits au nom de la société seule.

Art. 14. Vis-à-vis des tiers la société est engagée en toutes circonstances comme suit:

- en cas d'administrateur unique, par la signature individuelle de cet administrateur,
- en cas de pluralité d'administrateurs, par la signature conjointe de deux administrateurs dont obligatoirement celle du délégué à la gestion journalière (administrateur-délégué) si un tel était nommé, ou encore
- par la signature individuelle du délégué à la gestion journalière (administrateur-délégué) dans les limites de ses pouvoirs, ou
- par la signature individuelle ou conjointe d'un ou de plusieurs mandataires dûment autorisés par le conseil d'administration.

Art. 15. La surveillance des opérations de la société sera confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale ou l'actionnaire unique, qui fixe le nombre, leurs émoluments et la durée de leurs mandats, laquelle ne peut pas dépasser six ans.

Tout commissaire sortant est rééligible.

Assemblées

Art. 16. S'il y a seulement un actionnaire, l'actionnaire unique assure tous les pouvoirs conférés à l'assemblée des actionnaires et prend les décisions par écrit.

En cas de pluralité d'actionnaires, l'assemblée générale des actionnaires représente tous les actionnaires de la société.

Elle a les pouvoirs les plus étendus pour décider des affaires sociales.

Les convocations se font dans les formes et délais prévus par la loi.

Art. 17. L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans la convocation, le premier vendredi du mois de juin à 16.00 heures.

Si la date de l'assemblée tombe sur un jour férié, elle se réunit le premier jour ouvrable qui suit.

Art. 18. Une assemblée générale extraordinaire peut être convoquée par le conseil d'administration respectivement par l'administrateur unique ou le commissaire aux comptes. Elle doit être convoquée sur la demande écrite d'actionnaires représentant dix pour cent (10%) du capital social.

Art. 19. Chaque action donne droit à une voix.

Année sociale - Répartition des Bénéfices

Art. 20. L'année sociale commence le premier janvier et se termine le trente-et-un décembre de chaque année.

Le conseil d'administration ou l'administrateur unique établit les comptes annuels tels que prévus par la loi.

Il remet ces pièces avec un rapport sur les opérations de la société un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire au(x) commissaire(s).

Art. 21. Sur le bénéfice net de l'exercice, il est prélevé cinq pour cent (5%) au moins pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix pour cent (10%) du capital social.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration ou l'administrateur unique pourra verser des acomptes sur dividendes sous l'observation des règles y relatives.

Dissolution - Liquidation

Art. 22. La société peut en tout temps être dissoute par décision de l'assemblée générale ou de l'associé unique.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'opérera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'Assemblée Générale ou par l'associé unique qui déterminera leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Disposition générale

Art. 23. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

- 1) Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2013.
- 2) La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en 2014.

Souscription et Libération

Les cinq cents (500) actions ont été souscrites par Monsieur Abdelmajid BARKOUKOU, expert-comptable demeurant professionnellement à L-1217 Luxembourg, 12, rue de Bastogne.

Toutes ces actions ont été libérées à concurrence de vingt-cinq pour cent (25%) par des versements en espèces de sorte que la somme de SEPT MILLE SEPT CENT CINQUANTE EUROS (€ 7.750.-) se trouve dès à présent à la disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire, qui le constate expressément.

Les actions resteront nominatives jusqu'à leur libération intégrale.

Constatation

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions exigées par l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et la loi du 25 août 2006 ont été accomplies.

Evaluation des frais

Les parties comparantes évaluent le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, à environ mille deux cents Euros (€ 1.200.-).

Réunion en assemblée générale

La partie comparante, représentant l'intégralité du capital souscrit, a pris les résolutions suivantes:

1) Le nombre des administrateurs est fixé à un (1).

Est nommé administrateur unique:

Monsieur Slimane MOUSSAOUI, commerçant, né à Briey (France), le 21 août 1974, demeurant professionnellement à L-1217 Luxembourg, 12, rue de Bastogne,

lequel aura tous pouvoirs pour engager la société par sa seule signature.

2) Le nombre des commissaires est fixé à un (1):

Est nommé commissaire:

La société anonyme COMPTASSIT S.A., avec siège social à L-1217 Luxembourg 12, rue de Bastogne, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 161.086.

3) Le premier mandat de l'administrateur unique et du commissaire expirera à l'assemblée générale de 2018.

4) Le siège social est fixé à L-1217 Luxembourg 12, rue de Bastogne.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donné au comparant, connu du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: A. BARKOUKOU, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 14 novembre 2013. Relation: ECH/2013/2108. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): J.-M. MINY.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 19 novembre 2013.

Référence de publication: 2013160899/186.

(130197213) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2013.

Fliesenlegerfachbetrieb Leinen S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6484 Echternach, 1, rue de la Sûre.

R.C.S. Luxembourg B 157.109.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2012 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013168205/9.

(130205437) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 décembre 2013.

European Investment Group, Société Anonyme.

Siège social: L-1650 Luxembourg, 6, avenue Guillaume.

R.C.S. Luxembourg B 139.928.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013168199/10.

(130204843) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 décembre 2013.